

**LES DISPOSITIONS DE LA LOI DE FINANCES POUR 2004
ET DE LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVES POUR 2003
RELATIVES AUX COLLECTIVITES LOCALES**

- Comme chaque année, les lois de finances (rectificative 2003 et initiale 2004) apportent leur lot de **modifications**, dont plus d'une **cinquantaine** ont des **conséquences**, plus ou moins importantes, sur les **communes**, les **établissements publics de coopération intercommunale** et leurs **contribuables**.
- Le vote de ces lois de finances a quelque peu été **occulté** par l'annonce de la **franchise de taxe professionnelle** pour certains **nouveaux investissements** et du **remplacement** programmé de cette taxe. Ces dispositions futures ne figurent bien entendu pas dans le présent dossier, car elles n'ont encore été ni étudiées ni votées.
- La loi de finances pour 2004 comporte le **premier volet** de la **réforme des concours financiers de l'Etat**. Il s'agit d'une **modification de l'architecture** des principales dotations versées aux régions, départements, communes et E.P.C.I., qui n'a **pas d'incidence** sur les **modalités de calcul des dotations individuelles**.
- L'année **2004** sera donc une **année de transition**, dans l'attente d'une **réforme plus profonde**, qui doit aboutir à **davantage de péréquation** et à la prise en compte de **critères plus pertinents** pour l'**évaluation des ressources**, mais également des **charges**, des collectivités bénéficiaires.
- En matière de **fiscalité**, si **aucune mesure** générale ne permet d'**accroître** les possibilités de **dé liaison des taux**, par rapport à celles qui se sont appliquées à compter de 2003, deux dispositions spécifiques permettent de **desserrer le taux de taxe professionnelle unique**, dans des conditions bien précises.
- Par ailleurs, trois **nouvelles exonérations de TP** s'appliqueront, **de droit**, dès 2004 (artisans-pêcheurs et photographes auteurs) ou à partir de 2005 (entraîneurs de chevaux et centres équestres). Des exonérations ou réductions **facultatives** pourront également être décidées (jeunes entreprises innovantes, diffuseurs de presse, terrains plantés en oliviers ou arbres truffiers).
- En vertu de l'article 95 de la LFR 2003, les **sapeurs pompiers volontaires ayant cessé leur activité** avant le 1^{er} janvier 1998 peuvent désormais percevoir la « **part variable** » (en fonction de la durée de service) de l'**allocation de vétérance**, lorsque les collectivités territoriales et les établissements publics intéressés le décident. Cette mesure prend effet à compter du 1^{er} janvier 2004.
- Enfin, les **conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités locales** sont précisées. Un décret fixera la liste des **recettes exceptionnelles** qui pourront, notamment, bénéficier de ces nouvelles dispositions.

SOMMAIRE

LA FISCALITE DIRECTE LOCALE	5
LES DISPOSITIONS GENERALES	5
La revalorisation forfaitaire de 1,50 % des valeurs locatives foncières pour 2004	5
<i>Le relèvement de 1,70% des plafonds de revenus à ne pas dépasser pour bénéficier en 2004 des exonérations, abattements, dégrèvements ou plafonnements de la taxe d'habitation ou de la taxe foncière sur les propriétés bâties</i>	6
<i>L'établissement de la taxe foncière au nom du titulaire d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel</i>	7
<i>La validation d'impositions en matière de fiscalité directe locale</i>	7
<i>La valeur locative des locaux pris à bail par les administrations publiques</i>	8
LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION	9
EPCI → <i>Le « droit à récupération » (ou la « capitalisation »), pendant 3 ans, des possibilités d'augmentation du taux de taxe professionnelle unique (ou de zone) non utilisées</i>	9
EPCI → <i>Le recalcul possible du taux maxi de TPU en cas d'extension de périmètre de l'EPCI</i>	10
LA TAXE D'HABITATION	13
<i>La réduction du dégrèvement de taxe d'habitation en fonction du revenu dans le cas d'une suppression ou de diminution d'abattements facultatifs</i>	13
LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES	15
<i>L'exonération facultative totale, pendant 7 ans, en faveur des immeubles appartenant à une jeune entreprise innovante (J.E.I.) créée avant le 31 décembre 2013</i>	15
<i>L'exonération permanente de droit, à compter de 2005, en faveur des immeubles utilisés pour des activités d'entraînement de chevaux ou par des centres équestres (et la compensation correspondante, versée aux collectivités de façon dégressive)</i>	16
<i>L'exonération au profit des logements sociaux</i>	17
LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES	17
<i>L'exonération facultative permanente, à compter de 2005, en faveur des terrains plantés en oliviers ou/et en arbres truffiers</i>	17
LA TAXE PROFESSIONNELLE	18
<i>L'exonération facultative totale, pendant 7 ans, en faveur des jeunes entreprises innovantes créées avant le 31 décembre 2013</i>	18
<i>La réduction partielle facultative en faveur des diffuseurs de presse</i>	18
<i>L'exonération permanente de droit au profit des artisans- pêcheurs</i>	19
<i>L'exonération permanente de droit, à compter de 2005, en faveur des activités d'entraînement de chevaux ou des centres équestres (et la compensation versée aux collectivités de façon dégressive)</i>	19
<i>L'exonération permanente de droit en faveur des photographes auteurs</i>	19
<i>L'extension aux cafés et aux discothèques du régime de TP applicable à certaines activités saisonnières</i>	20
<i>La taxe professionnelle des sous-traitants et des donneurs d'ordre</i>	20
<i>Les dispositions applicables dans les zones de revitalisation urbaine (ZRU) et les zones franches urbaines (ZFU)</i>	21

LES COMPENSATIONS RELATIVES A LA FISCALITE DIRECTE LOCALE	23
<i>L'inscription en « prélèvement sur recettes » de la compensation versée aux communes et aux EPCI au titre des pertes de recettes résultant de certaines exonérations de taxe foncière</i>	23
LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES	24
<i>Le vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères et la fixation de zones de perception (dispositions applicables à compter des impositions 2005)</i>	24
LES FONDS DEPARTEMENTAUX DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	25
<i>La création d'un prélèvement sur les recettes de l'État au profit des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (F.D.P.T.P.)</i>	25
EPCI → <i>La diminution du prélèvement sur les recettes fiscales des EPCI levant la TPU, au profit des FDPTP, en cas de présence d'établissements exceptionnels</i>	25
LA FISCALITE INDIRECTE LOCALE	26
<i>Les modifications relatives au versement de transport</i>	26
<i>La taxe sur l'électricité</i>	27
<i>Les modifications des règles de répartition, entre les communes de moins de 5.000 habitants, de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière</i>	28
LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA TVA	28
<i>Le taux réduit de TVA sur les abonnements de livraison d'électricité et de gaz</i>	28
<i>L'application du taux réduit de TVA dans les établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées</i>	29
<i>Les travaux sur les locaux d'habitation et services d'aide à la personne : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 de l'application du taux réduit de TVA</i>	29
<i>La TVA et la vente de droits immobiliers démembrés de logements sociaux</i>	31
LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT	31
<i>La reconduction du contrat de croissance et de solidarité</i>	31
LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)	34
<i>La création d'une part régionale de la dotation globale de fonctionnement</i>	34
<i>L'intégration dans la dotation globale de fonctionnement des départements de divers concours, dotations et garanties</i>	35
<i>L'intégration dans la dotation globale de fonctionnement des communes de diverses compensations et de l'ex-Fonds national de péréquation (FNP)</i>	36
<i>L'évolution estimée de la DGF des communes et des EPCI entre 2003 et 2004 avec une évolution de la dotation forfaitaire correspondant à 45% de celle de la masse globale</i>	39
EPCI → <i>La création d'une dotation de compensation en faveur des EPCI à fiscalité propre</i>	40
<i>Le non reversement en 2003 de la régularisation positive de la D.G.F. 2002 et l'intégration de celle-ci dans le solde de la dotation d'aménagement des communes (D.S.U. et D.S.R.)</i>	41

L'EX-FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE	41
<i>L'intégration du F.N.P.T.P. dans le budget de l'État</i>	41
<i>L'intégration de la dotation de développement rural (D.D.R.) dans le budget de l'Etat</i>	43
LE FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA	43
<i>L'attribution du F.C.T.V.A. pour les dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public routier de l'État ou d'une collectivité territoriale</i>	43
<i>Le FCTVA et la couverture du territoire en téléphonie mobile</i>	44
<i>Le FCTVA et les intempéries</i>	44
LES DISPOSITIONS DIVERSES	45
<i>Les conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités territoriales (et de leurs établissements publics), et des établissements publics sociaux et médico-sociaux, de santé, et d'habitations à loyer modéré</i>	45
<i>L'information préalable de l'État, par les collectivités locales, des mouvements de fonds importants affectant le compte du Trésor</i>	46
<i>Le financement des travaux d'alimentation en potable et d'assainissement</i>	47
EPCI → <i>La prise en compte, dans l'attribution de compensation versée par les EPCI levant la TPU, de la compensation de la réduction progressive de la « fraction recettes » des titulaires de bénéfices non commerciaux</i>	48
EPCI → <i>Les dispositions dérogatoires concernant l'attribution de compensation versée par les EPCI levant la TPU (montant, conditions et date d'effet de la révision)</i>	49
EPCI → <i>Le potentiel fiscal des communes membres d'un EPCI issu de la transformation d'un SAN</i>	51
<i>Le transfert à la DGI du recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires</i>	52
<i>La contribution volontaire pour l'élimination des imprimés distribués ou adressés gratuitement aux particuliers (ou, à défaut, la taxe annuelle de 0,15€/kg)</i>	52
EPCI → <i>Les conséquences de l'intégration de la part salaires dans la DGF sur les contributions fiscalisées des syndicats, sur la dotation de coopération versée par les SAN et sur certaines allocations compensatrices</i>	54
<i>La fixation des tarifs des redevances d'occupation du domaine public, pour les canalisations d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures, par délibération de la collectivité prise en accord avec l'exploitant de l'ouvrage</i>	54

LA FISCALITE DIRECTE LOCALE

LES DISPOSITIONS GENERALES

La revalorisation forfaitaire de 1,50 % des valeurs locatives foncières pour 2004

[Article 110 LF 2004]
(Article 1518 bis du CGI)

- La **revalorisation** applicable en **2004** aux **valeurs locatives** est fixée à **1,5 %**, soit un **coefficient d'actualisation** de **1,015**. Il a été fixé de manière à avoir un **coefficient de revalorisation** au **même niveau** que le **taux d'inflation** prévu pour **2004**, et inciter les collectivités à stabiliser leurs taux d'imposition.

☞ *L'application du coefficient de revalorisation de 1,015 (correspondant à une augmentation forfaitaire des bases de 1,5 %) aura, en fonction du choix des assemblées délibérantes, les conséquences suivantes sur les contribuables – hors dégrèvement, abattement ou variation physique - :*

Coefficient de variation choisi (appliqué au taux 2003)	Variation pour le contribuable en 2004
1,0000	+ 1,50 %
0,9655	- 2,00 %
0,9754	- 1,00 %
0,9852	0 %

Coefficient de variation choisi (appliqué au taux 2003)	Variation pour le contribuable en 2004
0,9951	+ 1,00 %
1,0049	+ 2,00 %
1,0079	+ 2,30 %
1,0148	+ 3,00 %

Exemple : si l'assemblée délibérante applique aux taux 2003 un **coefficient de « variation »** de **1,000**, le contribuable verra son **imposition augmenter** de **1,5 %**. Pour que le contribuable paie le **même montant** qu'en **2003**, il conviendrait d'appliquer un **coefficient** de **0,9852** aux **taux 2003**.

A titre d'information, les **taux d'évolution des prix** sont les suivants :

- **+ 1,60%**, constaté entre novembre **2002** et novembre **2003**,
- **+ 1,50 %**, prévu pour **2004**.

Le relèvement de 1,70% des plafonds de revenus à ne pas dépasser pour bénéficier en 2004 des exonérations, abattements, dégrèvements ou plafonnements de la taxe d'habitation ou de la taxe foncière sur les propriétés bâties

[Article 2 LF 2004]
(Article 1417 I et II du CGI)

		METROPOLE	DOM (SAUF GUYANE)	GUYANE
<p style="text-align: center;">Art.1417-I du CGI</p> <p>Plafond de revenu imposable (année n-1) pour bénéficiaire (en année n) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • du dégrèvement de 100 € de la taxe foncière sur les propriétés bâties (contribuables de 65 ans) ou de l'exonération (contribuables de 75 ans), [art.1391 B et 1391] • de l'exonération de la taxe d'habitation (contribuables de 60 ans), ou de ses abattements (spécial à la base ou pour charges de famille – en ce qui concerne les revenus des ascendants de + 70 ans ou infirmes-) [art.1414 et 1411 II et III] 	1 ^{ère} part de quotient familial	7165 €	8478 €	8864 €
	1 ^{ère} demi-part supplémentaire	1914 €	2025 €	2440 €
	Demi-parts supplémentaires suivantes	1914 €	1914 €	1914 €
<p style="text-align: center;">Art.1417-II du CGI</p> <p>Plafond de revenu imposable (année n-1) pour bénéficiaire (en année n) du plafonnement de la taxe d'habitation par rapport aux revenus. [art.1414 A]</p>	1 ^{ère} part de quotient familial	16848 €	20361 €	22314 €
	1 ^{ère} demi-part supplémentaire	3937 €	4320 €	4320 €
	2 ^{ème} demi-part supplémentaire	3097 €	4118 €	4320 €
	3 ^{ème} demi-part supplémentaire	3097 €	3097 €	3679 €
	Demi-parts supplémentaires suivantes	3097 €	3097 €	3097 €
<p>Montant de l'abattement sur le revenu applicable (en année n), pour le calcul du plafonnement de la taxe d'habitation (1) [art.1414 A-I]</p>	1 ^{ère} part de quotient familial	3654 €	4386 €	4873 €
	1 ^{ère} demi-part supplémentaire	1056 €	1056 €	812 €
	2 ^{ème} demi-part supplémentaire	1056 €	1056 €	812 €
	3 ^{ème} demi-part supplémentaire	1056 €	1868€	1947 €
	4 ^{ème} demi-part supplémentaire	1056 €	1868 €	1947 €
	Demi-parts supplémentaires suivantes	1868 €	1868 €	1947 €

(1) Le **dégrèvement** de la **taxe d'habitation** correspondant à son **plafonnement par rapport au revenu** est égal à :

$$\boxed{\text{Fraction de la cotisation de la taxe d'habitation}} > 4,30 \% \times \left[\boxed{\text{Revenu de référence}} - \boxed{\text{Abattement (variable selon la taille du foyer fiscal)}} \right]$$

**L'établissement de la taxe foncière au nom du titulaire
d'une autorisation d'occupation temporaire du domaine public constitutive d'un droit réel**

[Article 106 LF 2004]
(Article 1400-II du CGI)

- A compter de **2004**, la **taxe foncière** est établie **au nom du titulaire** d'une **autorisation d'occupation temporaire du domaine public** constitutive d'un **droit réel** (comme cela est déjà le cas, par exemple, pour les preneurs à bail à construction ou à réhabilitation).

☞ *Sont concernées par cette mesure les entreprises portuaires, aéroportuaires et ferroviaires, au titre des terrains, ouvrages, constructions et installations de caractère immobilier.*

La validation d'impositions en matière de fiscalité directe locale

[Article 44 LFR 2003]

- La **détermination des valeurs locatives** des locaux soumis aux impôts directs locaux est réalisée dans de nombreux cas **par comparaison**, aussi bien pour les **locaux à usage d'habitation ou professionnels** (où la méthode par comparaison est systématique), que pour les **locaux commerciaux** (à certaines conditions).

☞ *Pour plus d'informations sur la détermination de la valeur locative, voir les commentaires de l'article 43 LFR 2003 ci-après.*

Le recours à l'évaluation par comparaison implique le **respect de procédures spécifiques**, faisant intervenir l'**administration fiscale** et la **commission communale des impôts directs**.

- Les différentes étapes de ces procédures doivent figurer dans des **procès verbaux**. Or, pour certains d'entre eux, les **règles de forme** ne sont **pas toujours respectées** :
 - incompétence du signataire,
 - défaut de signature,
 - défaut de date.

Les impositions correspondantes pouvant donc faire l'objet de recours.

Afin d'**éviter l'insécurité juridique** qui en découle, l'article **valide** les **impositions** en matière d'impôts directs locaux et de taxes perçues sur les mêmes bases, qui ont été calculées à partir de **tarifs** ou d'**éléments d'évaluation arrêtés avant le 1^{er} janvier 2004**, et qui pourraient faire l'objet de recours, sur le fondement de l'incompétence du signataire, du défaut de signature ou de l'absence de date des procès-verbaux établis pour la détermination des valeurs locatives.

☞ *Selon les enquêtes réalisées par la DGI, 14 % des PV ne sont pas signés, ce taux dépassant 90 % dans certains départements. On dénombre 46 contentieux en cours ; ils pourraient se développer à l'avenir en l'absence de validation.*

La valeur locative des locaux pris à bail par les administrations publiques

[Article 43 LFR 2003]

- Cet article concerne la détermination de la **valeur locative** des **locaux loués** par les **administrations publiques**, les **organismes de sécurité sociale** et les **organismes à but non lucratif**, ainsi que ses **modalités d'actualisation**.

L'administration fiscale considère jusqu'à présent que ces locaux entrent dans la **catégorie** des **locaux commerciaux**, contrairement à la **jurisprudence du Conseil d'Etat**, selon laquelle ils sont soumis au régime des locaux à usage professionnel (catégorie des locaux d'habitation et à usage professionnel).

Or, les **modalités d'évaluation et d'actualisation** de ces deux catégories de locaux sont **différentes**.

- La **valeur locative** des locaux d'habitation et à usage professionnel (article 1496 du CGI) est déterminée **par comparaison** avec celle de **locaux de référence** choisis, dans la commune, pour chaque nature et catégorie de locaux.

La valeur locative des **locaux commerciaux** est déterminée au moyen de l'une des **méthodes** indiquées ci-après :

- pour les biens donnés en **location** à des **conditions de prix normales**, la valeur locative est celle qui ressort de cette **location**,
- pour les **biens loués à des conditions de prix anormales** ou **occupés par leur propriétaire**, occupés par un **tiers à un autre titre** que la location, **vacants** ou **concedés à titre gratuit**, la valeur locative est déterminée **par comparaison**,
- **à défaut**, la valeur locative est déterminée par voie d'**appréciation directe**.

Lors de la dernière actualisation, qui remonte à 1980, le **taux** retenu pour les **locaux commerciaux** a été **supérieur** à celui retenu pour les **locaux d'habitation et professionnels** (ce qui est favorable aux contribuables payant un impôt au titre d'un local professionnel).

- L'article 43 confirme la **position de l'administration**, malgré la jurisprudence : il prévoit que les **locaux pris à bail par les administrations publiques** constituent des **locaux commerciaux**.

Par ailleurs, il **valide** les **impositions** établies au titre de **2002 et 2003** en matière de **taxe foncière sur les propriétés bâties** et de **taxe d'habitation** pour les immeubles donnés à bail à des **administrations publiques**, des **organismes de sécurité sociale** et des **organismes à but non lucratif**, qui seraient **contestées** du fait que la valeur locative des immeubles aurait été déterminée selon la méthode retenue pour les immeubles professionnels. La validation ne concerne pas les décisions de justice déjà passées en force de chose jugée.

LA FIXATION DES TAUX D'IMPOSITION

EPCI → Le « droit à récupération » (ou la « capitalisation »), pendant 3 ans, des possibilités d'augmentation du taux de taxe professionnelle unique (ou de zone) non utilisées

[Article 112 LF 2004]
(Article 1636 B decies- IV du CGI)

▪ A compter de **2004**, les **EPCI** levant la **T.P.U.** (ou la **T.P.Z.**) pourront, pendant les **3 années suivantes**, appliquer les **possibilités d'augmentation** de la **taxe professionnelle** qu'ils n'ont **pas utilisées** une année donnée.

☞ Cette disposition permet aux EPCI :

- de ne pas augmenter leur taux de TPU (ou TPZ) une année (alors qu'ils en ont la possibilité et pas l'utilité),
 - et d'augmenter celui-ci au titre de l'une des trois années suivantes, si le besoin apparaît.
- Ainsi, peut être **ajoutée**, partiellement ou totalement, au **taux de TP** voté par l'EPCI au cours de l'**année n+1, n+2 ou n+3** (suivant l'année où une possibilité d'augmentation n'a pas été utilisée), la **différence** entre :
- le **taux maximum de TP (année n)** - résultant des dispositions de l'article 1636 B sexies I 1b -,
 - et le **taux voté (année n)**.
- La « **mise en réserve** » ne peut **pas** être **effectuée** lorsque l'EPCI utilise :
- la possibilité de **majoration spéciale** (ex : possibilité d'augmentation du taux de TP, dans la limite de 0.76% en 2004, si certaines conditions sont remplies),
 - le mécanisme de **déliaison partielle du taux de TP** (variation dans la limite de 1,5 fois la variation des impôts ménages constatée l'année précédente dans les communes membres).

Cette **mise en réserve** ne peut **pas** s'effectuer l'**année** où l' EPCI vote pour la **première fois** son taux de **TPU** ou de **TPZ**.

- Les **augmentations de taux non utilisées** et **mises en réserve** ne peuvent **pas** être **utilisées** lorsque l'EPCI utilise :
- la **majoration spéciale** du taux de TP,
 - le mécanisme de **déliaison partielle**,
 - la **non diminution** du taux de TP en cas de **baisse** du taux des **impôts ménages** constatée l'année précédente dans les communes membres,
 - la **variation** du **taux des impôts ménages** des communes membres de l'**année n-2** (en cas de non variation au cours de l'année n-1)

☞ L'**augmentation de taux de TP mise en réserve** au titre d'une année ne peut être utilisée, totalement ou partiellement, qu'au cours des trois années suivantes. A défaut, le solde non utilisé est perdu.

- Les **décisions** relatives aux **taux**, transmises aux services fiscaux (**état 1259**), doivent **indiquer** :
- le **montant du taux à reporter**,
 - les **modalités** selon lesquelles le **taux** de l'année est **majoré**.

EPCI → Le recalcul possible du taux maxi de TPU en cas d'extension de périmètre de l'EPCI

[Article 61 LFR 2003]
(Article 1638 quater II bis du CGI)

SITUATION ACTUELLE :

▪ En cas de **rattachement d'une commune à un EPCI levant la taxe professionnelle unique**, l'article 1638 quater I du CGI prévoit que le **taux de TP** de celle-ci est **rapproché** de celui de l'EPCI selon les **modalités** suivantes :

⇒ **période d'unification des taux applicables dans les communes déjà membres terminée :**

L'**écart de taux** constaté au cours de l'année de rattachement est **réduit de façon uniforme**, pendant un **nombre d'années proportionnel** à l'**importance de l'écart** (ex : par dixième, pendant 10 ans, lorsque le taux le moins élevé est inférieur à 10% du taux le plus élevé ; par moitié, pendant 2 ans, lorsque le taux le moins élevé est compris entre 80% et 90% du taux le plus élevé).

L'**organe délibérant** de l'EPCI peut, par **délibération** prise à la **majorité des 2/3**, **modifier la durée de réduction**, pour la fixer **entre 2 et 12 ans**.

⇒ **période d'unification des taux applicables dans les communes non encore terminée :**

L'**écart de taux** (entre la commune entrante et le taux unique) **peut être réduit**, chaque année, par parts égales, **en proportion** du **nombre d'années** restant à courir jusqu'à l'**application d'un taux unique** dans l'ensemble de l'EPCI, à condition que le **délai de réduction** ne soit **pas plus court** que celui qui découle des **dispositions légales** (ex : si la commune entrante voit le délai d'uniformisation de TP légalement fixé à 3 ans, et si le délai restant pour les autres communes est de 5 ans, la commune peut demander à ce que le délai de 5 ans lui soit appliqué).

Dans chacun de ces cas, il est tenu compte du **taux de TP réellement pratiqué** l'année précédente dans la **commune entrante** (y compris celui de l'EPCI à fiscalité additionnelle auquel elle adhérait le cas échéant).

☞ *Aucune disposition ne prévoit la possibilité de fixer un nouveau taux de TPU, qui tiendrait compte du taux de TP pratiqué dans la commune entrante.*

Ainsi, si le taux de TP de la commune entrante est supérieur au taux de TPU, l'EPCI doit lui reverser une attribution de compensation calculée en fonction du taux constaté dans celle-ci l'année précédente, alors qu'il perçoit un produit de TP parfois nettement inférieur.

Ceci entraîne une perte de recettes pour l'EPCI (si le taux de TP de la commune est supérieur au taux de TPU) ou un surcroît de recettes (lorsque le taux de TP communal est inférieur).

Depuis 2002, afin que les élus puissent prendre leurs décisions fiscales en connaissance de cause (et de ne pas les induire en erreur), le produit à taux constant notifié sur l'état 1259 prend en compte le taux de la commune rattachée.

▪ **Deux modes distincts de rapprochement des taux** (et d'application du **taux de correction uniforme**) s'appliquent :

- **dans les communes déjà membres :**

- la **détermination des taux effectivement appliqués** s'effectue de la **façon habituelle**,
- pour la **détermination du taux correctif uniforme**, le **produit attendu** et le **produit assuré** sont calculés sur un **périmètre** ne comprenant que les **anciennes communes**,

- **pour la commune entrante :**

- le **taux avant correction** est déterminé en **majorant** ou en **minorant** le **taux communal** voté l'année précédente du **rapport** :

$$\frac{\boxed{\text{Taux de T.P. voté par l'EPCI l'année précédant l'intégration}} - \boxed{\text{Taux de TP voté par la commune l'année précédant l'intégration}}}{\boxed{\text{Durée d'unification du taux de T.P.}}}$$

Exemple :

- taux de TP voté (année n-1) par l'EPCI : 13,00%
- taux de TP voté (année n-1) par la commune (taux communal de référence) : 8,00%
- durée d'unification (pour la commune) : 4 ans

⇒ coefficient (de réduction ou de majoration) : $\frac{13,00\% - 8,00\%}{4} = \boxed{+1,25\%}$

⇒ taux de T.P. (année n) avant correction : $8,00\% + 1,25\% = \boxed{9,25\%}$

Pendant toute la période d'unification des taux de TP, le taux communal de référence (8,00 %) est augmenté ou diminué de l'écart (1,25%), multiplié par le rang de l'année dans la période d'unification (9,25% la 1^{ère} année, 10,50% la 2^{ème} année, 11,75% la 3^{ème} année, 13,00% la 4^{ème} année).

· le **taux** ainsi déterminé est **multiplié** par le **coefficient de progression du taux** voté par l'**EPCI** entre :

- l'année précédant l'intégration,
- l'année considérée.

Exemple :

- taux de TP voté (année n-1) voté par l'EPCI : 13,00 %
- taux de TP voté la 3^{ème} année par l'EPCI : 13,26 %

⇒ coefficient de progression : $\frac{13,26\%}{13,00\%} = \boxed{1,02}$

⇒ taux de TP (3^{ème} année) = $11,75\% \times 1,02 = \boxed{11,98\%}$

NOUVELLE DISPOSITION :

▪ A compter de **2004**, par **exception** aux dispositions actuelles, pour l'année suivant celle de rattachement de la commune, l'EPCI peut, par **délibération** du **conseil communautaire** prise **avant le 31 mars**, à la **majorité simple**, voter son taux dans la limite du **taux moyen pondéré** de la **taxe professionnelle** (constaté l'année précédente) :

- de l'**EPCI**,
- et de la **commune rattachée**.

$$\text{Taux moyen pondéré de T.P.} = \frac{\text{Produits T.P. (EPCI et commune rattachée)}}{\text{Bases TP (EPCI et commune rattachée)}}$$

☞ Cette disposition va dans le sens d'un amendement proposé par l'AMF dans le projet de loi relatif aux responsabilités locales.

Exemple :

- **EPCI** composé des **communes A,B,C et D**,
- **commune E entrante**,
- **bases de taxe professionnelle constatées :**

▪ commune A :	0,5 M€	} 2,8 M€
▪ commune B :	1,0 M€	
▪ commune C :	0,9 M€	
▪ commune D :	0,4 M€	
▪ commune E :	1,2 M€	

- **Taux de taxe professionnelle :**

▪ EPCI :	13,00 %
▪ Commune E :	8,00 %

- **Produits de taxe professionnelle :**

▪ EPCI :	0,364 M€
▪ Commune E :	0,096 M€

- **Taux moyen pondéré de taxe professionnelle**

$$\frac{0,364 \text{ M€} + 0,096 \text{ M€}}{2,8 \text{ M€} + 1,2 \text{ M€}} \times 100 = \frac{0,46 \text{ M€}}{4,00 \text{ M€}} \times 100 = \boxed{11,50 \%}$$

- Si la **commune rattachée** était **membre d'un EPCI levant la T.P.U**, le **taux moyen pondéré** tient compte :
 - des **produits** perçus par **celui-ci**,
 - et des **bases imposées** à son profit.

- Si la **commune rattachée** était **membre** d'un **syndicat à contributions fiscalisées** ou d'une **communauté à fiscalité additionnelle**, le **taux moyen pondéré** tient compte des **produits** perçus par ces **EPCI**.
- Les dispositions relatives à la **réduction progressive des écarts de taux** (art. 1609 nonies C III 1^oa , 3^{ème} aliéna) s'appliquent.

Pour l'application de celles-ci, il est tenu compte :

- des **taux effectivement appliqués** sur le territoire des **communes** lorsqu'un **processus de réduction des écarts de taux** était en cours,
- ou, à défaut, du **taux de l'EPCI** qui était **substitué** aux communes pour la **perception de la TP**.

☞ Le nouveau taux s'applique dans toutes les communes membres dès la 1^{ère} année. Toutefois, les différences de taux constatées pourront entraîner la mise en œuvre de la procédure de rapprochement entre les taux, à partir des taux constatés l'année précédant celle où le nouveau taux est calculé.

Lorsque la **commune rattachée** était **membre** d'un **syndicat à contributions fiscalisées** ou d'une **communauté à fiscalité additionnelle**, le **taux de T.P.** de la **commune** est **majoré** du **taux de l'EPCI**.

- Les nouvelles dispositions relatives au **droit à récupération** (dit également « capitalisation ») possible du **taux de TPU** (pendant trois années en cas de non utilisation des possibilités d'augmentation), fixées par l'article 112 de la LF 2004, ne sont **pas applicables au montant « reporté »** :

- au titre de l'**année de rattachement**,
- et des **deux années antérieures**.

LA TAXE D'HABITATION

La réduction du dégrèvement de taxe d'habitation en fonction du revenu dans le cas d'une suppression ou de diminution d'abattements facultatifs

[Article 45 LFR 2003]
(Article 1414 A III du CGI)

- En **2000**, les **mécanismes de plafonnement de la taxe d'habitation en fonction du revenu** ont été **redéfinis**. A été instauré, au profit des contribuables dont le revenu fiscal de référence ne dépasse pas un certain seuil (voir page 7), un **mécanisme plafonnant la cotisation de taxe d'habitation à 4,3 % du revenu fiscal**, les contribuables bénéficiant d'un **dégrèvement** égal au montant de l'impôt dépassant ce plafond.

En même temps a été instauré un mécanisme de **modulation du dégrèvement en fonction de la hausse de la pression fiscale** décidée par les collectivités. Cette modulation se traduit, en cas de **hausse du taux de taxe d'habitation**, par une **diminution du dégrèvement** accordé au contribuable et donc une hausse de sa cotisation de taxe d'habitation. Elle n'a en revanche pas d'impact sur les finances communales : si l'on ajoute la cotisation réellement payée par le contribuable et le dégrèvement payé par l'État, les collectivités perçoivent la même somme, mais la modulation aboutit à modérer le dégrèvement, c'est-à-dire la part prise en charge par l'État, et à augmenter la cotisation du contribuable.

- Pour contourner cette conséquence, pour le contribuable, de la hausse des taux, **certaines collectivités** ont décidé de **supprimer** les **abattements facultatifs** qui s'appliquent **sur la valeur locative des résidences principales** (abattement général à la base, abattement spécial à la base pour les contribuables à revenus modestes, majoration des abattements pour charges de famille).

Cette décision a pour **conséquence d'augmenter la base d'imposition des contribuables**, mais, pour ceux qui bénéficient du plafonnement par rapport aux revenus, cette augmentation ne se traduit **pas** par une **hausse de la cotisation**, puisque celle-ci est de toute façon plafonnée ; elle est donc **neutre pour ces contribuables** (mais ne l'est pas pour ceux qui ne bénéficient pas du plafonnement). C'est en revanche le montant du dégrèvement accordé qui augmente proportionnellement à la hausse de la base d'imposition. Cette décision **augmente** donc le **coût des dégrèvements pour l'État**, et entraîne une hausse des rentrées fiscales pour les collectivités locales.

Face à ce constat, l'État a souhaité **neutraliser les conséquences, sur le coût des dégrèvements, des décisions** prises par les collectivités locales en matière d'**abattements**.

- Ainsi, lorsqu'une **collectivité** ou un **EPCI** a **supprimé** un des **abattements facultatifs** ou l'ensemble, en vigueur en **2003**, ou a décidé de **réduire** les taux d'abattement appliqués en **2003**, le montant du **dégrèvement** accordé au titre du plafonnement par rapport au revenu fait l'objet d'une **réduction**. Cette **réduction** est égale à la **différence** :

- entre le **montant du dégrèvement qui aurait dû s'appliquer**,
- et celui **qui s'appliquerait pour une cotisation calculée** avec les **abattements** et les **taux** retenus en **2003**.

En pratique, le **dégrèvement accordé** est donc celui qui se serait appliqué **si les abattements pratiqués en 2003** étaient **encore en vigueur**.

☞ *Comme pour la modulation des dégrèvements en cas de hausse de la pression fiscale, ce mécanisme n'a pas d'incidence financière pour les collectivités locales, mais aboutit à une répartition du montant du dégrèvement entre contribuable et État : celui-ci voit le coût du dégrèvement diminuer, tandis que les contribuables bénéficient d'un moindre dégrèvement.*

EXEMPLE - Les hypothèses suivantes ont été retenues :

- | | | | |
|--------------------------------|--------------------------|----------------------------------|--|
| ▪ valeurs locative brute : | 6.000 | | ▪ abattements pratiqués en 2003 |
| ▪ valeur locative moyenne : | 3.000 | | • abattement général à la base :15% |
| ▪ taux communal : | 18% | (pas d'augmentation depuis 2000) | • abattement pour personnes à charges : |
| ▪ taux départemental : | 5% | | • 10% pour chacune des 2 premières personnes |
| | | | • 20% à partir de la 3 ^{ème} personne |
| ▪ revenu fiscal de référence : | 16.676 € | | ▪ en 2004, l'abattement général à la base est supprimé |
| ▪ plafond : | 4,3% de 16.676 € = 717 € | | |

Par simplification, les valeurs locatives, les taux de taxe d'habitation et le revenu fiscal de référence restent identiques en 2003 et 2004.

2003 - Calcul du dégrèvement et de la cotisation avec les abattements		2004 - Calcul du dégrèvement et de la cotisation qui aurait été effectué en l'absence de modification législative	2004 - Calcul du dégrèvement et de la cotisation résultant du nouveau du dispositif LFR 2003
Valeur locative brute	6.000 €	6000 €	6000 €
Valeur locative moyenne	3.000 €	3.000 €	3.000 €
Abattement général	450 €	0	0
Abattement personnes à charges :	600 €	600 €	600 €
· 2 à 10%	600 €	600 €	600 €
· 1 à 20%			
Base nette	4.350 €	4.800 €	4.800 €
Cotisation (23%)	1.000 €	1.104 €	1.104 €
Dégrèvement	283 €	387 €	387 – (387- 283) = 283 €
Cotisation après dégrèvement	717 €	717 €	821 €
		<i>Le contribuable ne subit pas de hausse de sa cotisation, puisque celle-ci reste plafonnée par rapport au revenu, mais le dégrèvement pris en charge par l'Etat augmente.</i>	<i>L'impôt à la charge du contribuable est plus élevé que celui qu'il aurait payé sans l'application du nouveau dispositif.</i>

LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES BATIES

L'exonération facultative totale, pendant 7 ans, en faveur des immeubles appartenant à une jeune entreprise innovante (J.E.I.) créée avant le 31 décembre 2013

[Article 13 LF 2004]

(Articles 1383 D, 44 sexies-O A et sexies A du CGI)

▪ Les **collectivités territoriales** et les **établissements publics de coopération intercommunale** peuvent décider d'**exonérer de taxe foncière sur les propriétés bâties** les **jeunes entreprises innovantes**. La **délibération** doit être prise **avant le 1^{er} octobre** d'une année pour que l'**exonération** soit applicable à compter de l'**année suivante**.

Pour **2004**, la **délibération** peut être prise **jusqu'au 30 janvier 2004**.

▪ L'article 44 sexies-O A précise que la **jeune entreprise innovante** doit notamment :

- réaliser des projets de recherche et de développement,
- employer moins de 250 personnes et réaliser un chiffre d'affaires inférieur à 40 millions d'euros,
- réaliser des dépenses de recherche représentant au moins 15 % de ses charges,
- voir son capital détenu dans des conditions limitatives.

Dans le cas où l'entreprise a été **créée antérieurement au 1^{er} janvier 2004**, elle doit l'avoir été **depuis moins de 8 ans** au 1^{er} janvier de l'année d'imposition.

- L'ensemble des **avantages** pouvant bénéficier à l'entreprise ne doit **pas excéder 100.000 euros** par période de **36 mois** (plafond fixé par la Commission européenne).

☞ *Il n'existe pas de définition précise de la jeune entreprise innovante. Un rapport du Commissariat général du plan d'avril 2003 propose notamment l'élément suivant : « l'innovation peut consister dans l'introduction d'une technologie radicalement nouvelle, mais comprend également toutes les formes les plus incrémentales d'amélioration des produits, technologies ou modes d'organisation existants »...*

Plus concrètement, on a beaucoup parlé, ces dernières années de « start-ups », jeunes entreprises contribuant à l'innovation de produits, plus rarement de procédés, notamment dans les domaines de l'informatique ou des télécommunications.

L'exonération permanente de droit, à compter de 2005, en faveur des immeubles utilisés pour des activités d'entraînement de chevaux ou par des centres équestres (et la compensation correspondante, versée aux collectivités de façon dégressive)

[Article 22 LF 2004]
(Article 1382 6°a du CGI)

- A compter de **2004**, sont soumis au régime des **bénéfices agricoles** les revenus provenant :
 - des activités de **préparation** et d'**entraînement** des **équidés domestiques**,
 - de l'**exploitation** d'**équidés adultes** dans le cadre de **loisirs** (à l'exclusion des activités du spectacle).
- En conséquence, les **entraîneurs de chevaux** et les **centres équestres** bénéficient, à compter de **2005**, d'une exonération permanente de droit de la **taxe foncière sur les propriétés bâties**.
- A titre transitoire (de 2005 à 2009), les collectivités territoriales et les EPCI à fiscalité propre percevront une **compensation, dégressive sur 5 ans** :
 - en **2005**, la compensation sera égale au **produit** de la **perte de base** de l'année par le **taux** voté par la collectivité en **2004**,
 - pour les années **2006, 2007, 2008** et **2009**, la **compensation** due est **réduite** respectivement de **20 %**, **40 %**, **60 %** et **80 %**,
 - **aucune compensation** ne sera versée à compter de **2010**.
- Pour une **commune** qui appartient en **2004** à un **syndicat à contributions fiscalisées**, le **taux** voté par celle-ci en **2004** est **majoré** du **taux** appliqué la même année au profit du **syndicat**.
- Pour une **commune** membre d'un **EPCI à fiscalité additionnelle** soumis à compter de **2004** à la **fiscalité mixte**, le **taux** appliqué en **2004** dans la **commune** est **majoré** du **taux** voté la même année par la **communauté** (celle-ci ne percevant pas de compensation).

☞ *Le principe d'autonomie financière récemment inscrit dans la Constitution est d'ores et déjà mis à mal par cette décision, qui supprime une imposition locale, en ne prévoyant qu'une compensation versée de façon dégressive pendant 5 ans.*

L'exonération au profit des logements sociaux

[Article 104 LF 2004]
(Article 1384 A CGI)

- Les **logements sociaux à usage locatif** bénéficient d'une **exonération de taxe foncière sur les propriétés bâties de 15 ans** :
 - s'ils sont **financés à hauteur de 50 %** par un **prêt aidé de l'Etat**,
 - et s'ils bénéficient du **taux réduit de TVA** au titre de la **livraison à soi-même** ou de la **vente de logements sociaux**.
- Cette exonération est étendue aux **logements sociaux** qui bénéficient du **taux réduit** au titre du **nouveau dispositif** issu de l'article 25 de la loi de finances pour 2004 (logements sociaux ayant fait l'objet d'un **démembrement de propriété** et dont les **droits immobiliers démembrés** ont été **vendus**).
- Pour les logements sociaux qui font l'objet de **démembrement de propriété**, le **seuil de financement** nécessaire pour bénéficier de l'exonération est **diminué** : le **pourcentage** de financement par des **prêts aidés par l'Etat**, fixé normalement à 50 %, est **abaissé à 30 %**.
- Cette exonération fait l'objet d'une **compensation par l'Etat**, mais qui n'est **pas intégrale** : les collectivités concernées reçoivent en effet une **compensation** égale aux **pertes de recettes** dues aux exonérations attribuées au titre des logements sociaux, **diminuées** d'un montant correspondant à **10 %** du **produit de taxe foncière sur les propriétés bâties** perçu pour l'**année précédente**.

LA TAXE FONCIERE SUR LES PROPRIETES NON BATIES

L'exonération facultative permanente, à compter de 2005, en faveur des terrains plantés en oliviers ou/et en arbres truffiers

[Article 105 LF 2004]
(Article 1394 C et abrogation article 1395 C du CGI)

- Les **conseils municipaux** et les **organes délibérants** des **EPCI** peuvent, par une **délibération** prise **avant le 1^{er} octobre** d'une année pour qu'elle soit applicable à compter de l'**exercice suivant**, **exonérer de taxe foncière sur les propriétés non bâties** les **terrains**, agricoles ou non, plantés en **oliviers**, en **arbres truffiers** (chênes, noisetiers, etc.) ou **les deux**.
- Cette disposition étant applicable à compter de **2005**, si une collectivité avait délibéré au titre des **arbres truffiers** et qu'**aucune nouvelle délibération** n'est prise, les **exonérations** des parts communale et intercommunale **en cours** au 1^{er} janvier 2005 sont **maintenues** pour la **période à courir**.

☞ *Les exonérations facultatives antérieures s'appliquaient :*

- pour une durée de 15 ans, en ce qui concerne les arbres truffiers,
- de façon permanente pour les oliviers.

Désormais, l'exonération s'appliquera tant que la délibération qui l'a instituée n'aura pas été remise en cause.

LA TAXE PROFESSIONNELLE

L'exonération facultative totale, pendant 7 ans, en faveur des jeunes entreprises innovantes créées avant le 31 décembre 2013

[Article 13 LF 2004]
(Articles 1466 D, 44 sexies OA et sexies A du CGI)

- Les **collectivités territoriales** et les **établissements publics de coopération intercommunale** peuvent décider d'**exonérer de taxe professionnelle les jeunes entreprises innovantes (J.E.I.)**. La **délibération** doit être prise **avant le 1^{er} octobre** d'une année pour que l'**exonération** soit applicable à compter de l'**année suivante**.

Pour **2004**, la **délibération** peut être prise **jusqu'au 30 janvier 2004**.

☞ *Les conditions d'octroi de cette exonération sont identiques à celles précisées pour la taxe foncière sur les propriétés bâties (voir page 15).*

La réduction partielle facultative en faveur des diffuseurs de presse

[Article 109 LF 2004]
(Article 1469 A quater du CGI)

- Les **collectivités territoriales** et leurs **groupements à fiscalité propre**, quelle que soit leur implantation sur le territoire, peuvent, par une **délibération prise avant le 1^{er} octobre** (pour qu'elle prenne effet à compter de l'**année suivante**), **réduire de 1600 €, 2400 € ou 3200 € la base de taxe professionnelle** de l'établissement principal des **personnes** (physiques ou morales) qui **vendent** au public des **écrits périodiques**, en qualité de mandataires inscrits au Conseil supérieur des messageries de presse.

☞ *Avant cette nouvelle disposition, les collectivités locales pouvaient réduire de 1524 € la base de T.P. des diffuseurs de presse, mais seulement dans :*

- *les zones d'aménagement du territoire,*
- *les territoires ruraux de développement prioritaire,*
- *les zones de redynamisation urbaine.*

L'ancienne délibération prise le cas échéant n'aura plus d'effet à compter de 2005. Il convient donc, pour que le diffuseur de presse puisse bénéficier d'une réduction de sa base de TP en 2005, qu'une nouvelle délibération soit prise avant le 1^{er} octobre 2004.

L'exonération permanente de droit au profit des artisans- pêcheurs

[Article 51 LFR 2003]
(Article 1455 du CGI)

- Les **artisans-pêcheurs** bénéficient actuellement d'une **exonération de TP**, mais cette exonération est **limitée à un bateau**, qu'ils utilisent ou dont ils sont propriétaires.

Cet article permet aux **pêcheurs** d'être **exonérés de TP** au titre de **deux bateaux**, qu'ils en soient **propriétaires** ou **non**.

L'exonération permanente de droit, à compter de 2005, en faveur des activités d'entraînement de chevaux ou des centres équestres (et la compensation versée aux collectivités de façon dégressive)

[Article 22 LF 2004]
(Article 1450 du CGI)

- Les **mêmes exonérations** et **compensations dégressives** que celles indiquées dans la partie « **taxe foncière sur les propriétés bâties** » sont applicables en matière de **taxe professionnelle** (*voir page 16*).
- Pour les **EPCI** qui perçoivent pour la **première fois** à compter de **2005** la **taxe professionnelle unique** ou **de zone**, la **compensation** est calculée en retenant le **taux moyen pondéré 2004** des communes membres de l'EPCI, éventuellement **majoré** par le **taux** appliqué en **2004** au profit d'un **syndicat à contributions fiscalisées**.

L'exonération permanente de droit en faveur des photographes auteurs

[Article 108 LF 2004]
(Article 1460-2° bis du CGI)

- A compter des **impositions** établies au titre de **2004**, les **photographes auteurs** sont **exonérés** de la **taxe professionnelle**, pour leur activité relative :
 - à la réalisation de **prises de vues**,
 - et à la **cession** de leurs **œuvres d'art**.

☞ *Cette disposition se rapproche de l'exonération accordée aux artistes (peintres, sculpteurs, graveurs et dessinateurs).*

Elle correspond à une perte de recettes pour les collectivités qui bénéficient de la taxe professionnelle correspondante, mais ne donne pas lieu à une compensation, ce qui paraît contraire au principe constitutionnel d'autonomie financière (même si cette disposition ne semble concerner que 1.500 bénéficiaires).

**L'extension aux cafés et aux discothèques du régime de TP
applicable à certaines activités saisonnières**

[Article 40 LFR 2003]
(Article 1478-V du CGI)

- La **valeur locative imposable à la TP** est **corrigée**, pour certaines **activités** qualifiées de **saisonniers**, en fonction de la **période d'activité**. Le Code général des impôts dresse la liste des activités considérées comme saisonnières, et bénéficiant à ce titre de cette correction : exploitants d'**hôtels de tourisme saisonnier classés, restaurants, établissements de spectacles ou de jeux, établissements thermaux**. Cette liste est limitative ; ne peuvent donc bénéficier d'une réduction d'autres activités liées aux saisons touristiques.
- La correction effectuée consiste en la **réduction** de la **valeur locative totale, proportionnellement** à la **durée** de la période de l'année au cours de laquelle l'exploitant n'exerce **pas** son **activité**. Il est prévu, pour le calcul de la période d'ouverture, que tout mois commencé est considéré comme un mois entier.
- L'article étend ce régime aux **cafés** et aux **discothèques**, à compter des **impositions** établies au titre de **2005**.
- Par ailleurs, l'article prévoit qu'un **décret** viendra **définir** ce qu'est une **activité à caractère saisonnier**. Ce décret pourrait prévoir que la définition de la période d'ouverture ne se référera plus à un nombre de mois, mais à un **nombre de semaines**.
- Ces dispositions ne donnent **pas** lieu au versement par l'État d'une **compensation fiscale** au profit des collectivités qui subiraient une diminution de TP.

La taxe professionnelle des sous-traitants et des donneurs d'ordre

[Article 59 LFR 2003]
(Article 1469 du CGI)

- Cet article concerne la **détermination** du **redevable de la taxe professionnelle** au titre de **biens mis à disposition de sous-traitants** par des **donneurs d'ordre**.

L'article 1467 du CGI précise que la **taxe professionnelle** a pour **base** la **valeur locative des immobilisations corporelles dont le redevable a disposé** pour les **besoins** de son **activité professionnelle**.

- Dans le cas des relations de **sous-traitance**, la détermination du redevable découle de la définition de cette notion de « **disposition d'immobilisations** ».

Jusqu'à présent, lorsque des **outillages** et des **équipements** étaient **mis à disposition à titre gratuit** par des donneurs d'ordre à leurs sous-traitants, la doctrine administrative considérait que la **taxe professionnelle** afférente à ces matériels était **due** par le **donneur d'ordre**, dans la mesure où celui-ci en conserve la disposition, et peut les reprendre à tout moment. L'administration avait étendu cette doctrine en matière de sous-traitance.

Or, par un arrêt du 29 avril 2003, le **Conseil d'État** a **invalidé** la **doctrine administrative** ; il a retenu comme **critère prépondérant**, pour l'appréciation de la notion de « **disposition d'immobilisation** », l'**utilisation matérielle des biens**. Il a par conséquent mis à la **charge des sous-traitants** la **taxe professionnelle** relative

aux biens mis à disposition par leur donneurs d'ordre, puisque ce sont les sous-traitants qui utilisent matériellement les biens pour les besoins de leur activité.

Ce changement de règles aurait eu des **conséquences financières importantes** :

- **transfert de recettes fiscales entre collectivités locales**, au détriment de celles où sont implantées les établissements principaux des donneurs d'ordre (souvent de grandes agglomérations) et au profit de celles où sont implantés des sous-traitants (villes moyennes en général) ,
 - **transfert de charges fiscales** des donneurs d'ordre **vers les sous-traitants**, déjà fragilisés par la concurrence internationale ,
 - **risque de délocalisation** des activités de **sous-traitance** (l'application de la jurisprudence du Conseil d'État pourrait conduire les donneurs d'ordre à privilégier les sous-traitants étrangers, non soumis à la taxe professionnelle).
- Afin de **clarifier le régime fiscal** des relations de sous-traitance, et d'**éviter les risques** liés à un changement des règles applicables, la **doctrine de l'administration** est **validée**. Le **redevable** est donc le **donneur d'ordre**.

Cette **disposition** s'applique aux impositions établies à **compter de 2004**, et, sous réserve des décisions passées en force de chose jugée, aux **impositions** relatives aux **années antérieures**. Sont ainsi validées les impositions établies pour les années passées, y compris celles qui font l'objet de contentieux en cours.

<p><i>Les dispositions applicables dans les zones de revitalisation urbaine (ZRU) et les zones franches urbaines (ZFU)</i></p>

[Article 53 LFR 2003]
(Articles 1383 C et 1466 A du CGI)

- Cet article apporte des **aménagements** aux **exonérations de taxe professionnelle (TP)** et de **taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB)** applicables dans les **ZRU** et les **ZFU**, afin de les **rendre conformes** au **droit communautaire** et de **supprimer** certaines **dispositions coûteuses pour le budget de l'Etat**.

SITUATION ACTUELLE

- La **loi d'orientation et de programmation pour la ville et la rénovation urbaine** du 23 août 2003 :
- a institué des **nouvelles ZFU** à côté des ZFU de première génération,
 - a par ailleurs prévu **quelques aménagements au régime d'exonération** en **ZRU** et **ZFU**.

ZRU

- Bénéficient d'une **exonération de TP** pendant **5 ans** :
- les **établissements existant au 1^{er} janvier 1997**,
 - les **créations**, les **extensions** et les **changements d'exploitant** intervenus **entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2004**.

Cette date limite a été repoussée au **31 décembre 2008** par la loi du 1^{er} août 2003. Cette même loi a par ailleurs porté l'**exonération de TP** à **10 ans** pour les **créations**, les **extensions** et les **changements d'exploitants** intervenus **entre le 31 juillet 1998 et le 31 juillet 2003**.

L'exonération s'applique **dans la limite** d'un **montant de base nette imposable revalorisée** chaque année. Elle ne concerne que les **établissements employant moins de 150 salariés**.

- A l'issue de la période d'exonération est prévu un **mécanisme de sortie dégressive** (abattement sur la base d'imposition de 60 % la première année, puis de 40 et de 20 %). Ce mécanisme s'applique :
 - aux **établissements** existant au **1^{er} janvier 1997**,
 - aux **établissements** ayant été **créés, étendus** ou fait l'objet d'un **changement d'exploitant entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2001**.

ZFU première génération

- Bénéficient d'une **exonération de TP** pendant **5 ans**, à condition qu'ils dépendent d'une **entreprise employant au plus 50 salariés** :
 - les **établissements existant au 1^{er} janvier 1997**,
 - les **établissements créés entre le 1^{er} janvier 1997 et le 1^{er} janvier 2008**,
 - les **établissements** ayant fait l'objet d'une **extension** ou d'un **changement d'exploitant entre le 1^{er} janvier 1997 et le 31 décembre 2001**.

Les établissements pour lesquels l'**extension** ou le **changement d'exploitant** intervient **après** bénéficient des dispositifs d'**exonération** prévus en **ZRU**.

Pour les **créations, extensions et changements d'exploitant** intervenus **entre le 31 juillet 1998 et le 31 juillet 2003**, l'**exonération** est portée à **10 ans**.

Cette exonération s'applique **dans la limite** d'un **montant de base plus élevé** que pour les **ZRU**.

- Le **mécanisme de sortie dégressive** sur **3 ans** est prévu, ainsi qu'un **mécanisme spécifique de 9 ans** pour les **entreprises de moins de 5 salariés**.

Une **exonération de TFPB de 5 ans** s'applique pour les **immeubles situés en ZFU** et affectés à une **activité entrant dans le champ d'application de la TP au 1^{er} janvier 1997, ou entre cette date et le 1^{er} janvier 2008**.

ZFU de deuxième génération

- Bénéficient d'un **exonération de TP** pendant **5 ans**, à condition qu'ils dépendent d'une **entreprise employant au plus 50 salariés**, les **établissements** :
 - **existant au 1^{er} janvier 2004**,
 - les **créations et extensions d'établissement** réalisées **entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2008**.

Le **plafond** qui s'applique à la base est le **même** qu'en **ZFU de première génération**.

- Pour les **créations et extensions**, seuls les **établissements employant moins de 150 salariés** peuvent bénéficier de l'**exonération**.
- Les **mécanismes de sortie dégressive** sur **3 ans** ou **9 ans** sont applicables.
- L'**exonération de 5 ans** en matière de **TFPB** s'applique aux **immeubles affectés, entre le 1^{er} janvier 2004 et le 31 décembre 2008**, à une **activité entrant dans le champ d'application de la TP** et exercée par une entreprise employant **au plus 50 salariés**.

☞ L'ensemble de ces dispositifs d'exonération et d'abattements (mécanisme de sortie dégressive) s'appliquent de plein droit, sauf délibération contraire des collectivités locales.

NOUVELLES DISPOSITIONS

- Cet article ramène à nouveau à **5 ans** la **durée de l'exonération**, portée à 10 ans par la loi du 1^{er} août 2003, pour les **créations**, les **extensions** et les **changements d'exploitant** intervenus **entre le 31 juillet 1998 et le 31 juillet 2003**, dans les **ZRU** et les **ZFU de première génération**.

- Pour les **ZFU de deuxième génération**, il **supprime** le **critère** tenant au **nombre de salariés** (établissements de moins de 150 salariés) auquel était conditionné l'octroi de l'exonération en cas de **création** et d'**extension**. Désormais, le **seul seuil** qui s'applique est celui du **nombre de salariés de l'entreprise dont dépend l'établissement** pouvant prétendre à l'exonération, aussi bien pour les **établissements existant au 1^{er} janvier 2004** que pour les **créations** et les **extensions** réalisées **entre cette date et le 31 décembre 2008**.

- Il institue de **nouvelles conditions** pour bénéficier de l'**exonération de TP et de TFPB** :
 - pour les **exonérations prenant effet en 2004**, le **chiffre d'affaires** doit être **inférieur à 7 millions d'euros** ou le **total du bilan** doit être **inférieur à 5 millions d'euros** ; pour celles prenant effet à compter du **1^{er} janvier 2005**, ces plafonds sont de **10 millions d'euros**.
 - le **capital** ou les **droits de vote** de l'entreprise ne doivent **pas** être **détenus**, directement ou indirectement, à **plus de 25 %** par un ou plusieurs **entreprises** ne remplissant **pas** les **conditions d'effectifs, de chiffre d'affaires ou de bilan** ;
 - ne peuvent **pas bénéficier** de l'**exonération** les **activités** suivantes, si elles sont exercées à **titre principal** : **construction automobile et navale, fabrication de fibres artificielles ou synthétiques, sidérurgie, transport routier de marchandises**.

- Il soumet enfin les **exonérations de TP et de TFPB prenant effet en 2004** au **plafond** prévu par les **règles communautaires** concernant les aides de minimis : l'**ensemble des aides** placées sous ce régime ne peuvent **pas dépasser 100 000 euros** par période de **36 mois** pour chaque entreprise concernée.

LES COMPENSATIONS RELATIVES A LA FISCALITE DIRECTE LOCALE

***L'inscription en « prélèvement sur recettes »
de la compensation versée aux communes et aux EPCI
au titre des pertes de recettes résultant de certaines exonérations de taxe foncière***

[Article 56 LF 2004]
(Article 42-IV de LF 2001 et art. 36-III de LF 1985)

- L'Etat verse aux **communes** et aux **EPCI à fiscalité propre** des **compensations** des **pertes de recettes** qu'ils subissent au titre de **certaines exonérations de taxe foncière** (exemple : exonérations applicables aux logements sociaux situés en zones urbaine sensibles, exonérations de longue durée pour des immeubles ayant bénéficié de prêts aidés par l'Etat, exonérations de longue durée pour les terrains replantés en bois, etc...).

L'Etat verse également, dans le cadre de dispositions tendant à faciliter l'**intégration fiscale progressive** des **communes fusionnées**, une **aide financière dégressive**, pour une durée de **5 ans**.

- Les crédits correspondants, inscrits jusqu'à présent sur le chapitre 41-51 du budget du ministère de l'Intérieur, le seront sur une ligne de **prélèvement sur recettes**, comme c'est déjà le cas pour la plupart des autres compensations d'exonérations.

Ainsi, la **gestion** de l'ensemble des **compensations** de fiscalité directe locale sera assurée par les **services fiscaux**.

☞ Dans la pratique, cela signifie que toutes les compensations figureront sur l'état 1259 (notification des bases et des taux) alors que certaines compensations d'exonérations de taxe foncière étaient notifiées de façon distincte, par les services préfectoraux.

LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES

**Le vote du taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères
et la fixation de zones de perception (dispositions applicables à compter des impositions 2005)**

[Article 107 LF 2004]
(Articles 1636 B sexies III et 1609 quater du CGI)

- Les **communes**, les **EPCI à fiscalité propre**, les **syndicats intercommunaux** et les **syndicats mixtes** qui ont institué la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères** votent le **taux** de cette taxe (en règle générale **avant le 31 mars**).

☞ Le vote de taux de la TEOM permettra aux élus de mieux appréhender les conséquences de leurs décisions sur les assujettis. En effet, jusqu'à présent, le vote ne portait que sur le produit de la taxe, sans connaissance de la base, ce qui s'est traduit dans certains cas par des hausses importantes et non prévues. Désormais, les décisions seront prises en toute connaissance de cause.

- Les **communes**, les **EPCI** et les **syndicats mixtes** peuvent, par **délibération** prise **avant le 1^{er} octobre** d'une année (pour l'**année suivante**), **définir des zones de perception** sur lesquelles ils votent des **taux** de taxe **différents**. Ces taux doivent être fixés en tenant compte de l'**importance du service rendu** à l'utilisateur.

EPCI →

- **A titre dérogatoire**, les **EPCI** et les **syndicats mixtes** peuvent, afin de **limiter les hausses de cotisations** liées à l'**harmonisation du mode de financement**, **voter des taux différents** par **commune** (ou **groupe de communes**).

Cette **possibilité** :

- ne peut **pas excéder** une période de **5 ans** à compter de l'**institution** de la **taxe** par l'EPCI ou le syndicat mixte,
- peut être mise en œuvre en cas de **rattachement** d'une ou plusieurs **communes**,
- ne s'applique **pas** aux **EPCI à fiscalité propre** qui perçoivent la **taxe en lieu et place du syndicat mixte** qui l'aurait **instituée** dans les conditions prévues à l'article 1609 nonies A ter (b).

☞ Le dispositif de zonage est ainsi pérennisé par la loi, alors qu'il ne découlait que d'une jurisprudence ancienne du Conseil d'Etat (1934).

La nouveauté réside dans le fait que des taux différents peuvent être votés par les EPCI et syndicats mixtes, à titre dérogatoire et provisoire (5 ans maxi après l'institution de la taxe), non plus uniquement en fonction de l'importance du service rendu, mais afin d'harmoniser progressivement les taux de taxe dans les différentes communes membres.

Si cette disposition constitue une réelle amélioration pour le recouvrement de la taxe, elle ne résoud pas tous les problèmes soulevés par celle-ci et il sera nécessaire de réfléchir à l'ensemble des conséquences avant sa mise en œuvre.

Pour instituer à compter de 2005 les zones où seront votés des taux différents de taxe, l'EPCI (ou le syndicat mixte) devra délibérer avant le 1^{er} octobre 2004.

LES FONDS DEPARTEMENTAUX DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

**La création d'un prélèvement sur les recettes de l'État au profit
des fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (F.D.P.T.P.)**

[Article 55 LF 2004]

- A compter de 2004, il est institué un **prélèvement sur les recettes de l'Etat**, dont le montant est égal au montant reçu en 2003 par les **fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle**, au titre de la **compensation** de la **suppression de la « part salaires »**.

Ce prélèvement évolue chaque année, dès 2004, **comme la D.G.F.** (de même que la dotation qu'il remplace).

**EPCI → La diminution du prélèvement sur les recettes fiscales des EPCI levant la TPU,
au profit des FDPTP, en cas de présence d'établissements exceptionnels**

[Article 64 LFR 2003]
(Article 1648 A du CGI)

SITUATION ACTUELLE

- Les **EPCI à taxe professionnelle unique** sur le territoire desquels sont implantés des **établissements exceptionnels écrêtés** avant leur constitution sont tenus d'**assurer** aux **fonds départementaux de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)** les **ressources** dont ceux-ci disposaient auparavant. Ces versements s'effectuent sous la forme de **prélèvements** sur les **recettes fiscales** de l'**EPCI** (actualisés comme la DGF).

L'article 30 de la loi de finances 2003 a prévu la **réduction** des **prélèvements**, pour la seule année **2003**, d'une fraction de la **compensation « part salaires »**, afin que la suppression de cette part ne pénalise par les EPCI levant la TPU soumis aux prélèvements.

NOUVELLES DISPOSITIONS

- Cette **diminution** est **pérennisée** à compter de l'année **2004**.

Les **prélèvements** sont égaux aux **montants** perçus par les fonds au titre de l'**année précédente**.

Lorsque le **produit de TP** correspondant à l'**établissement exceptionnel** diminue par rapport à celui de l'**année précédente**, le montant du **prélèvement** est **réduit** dans la **même proportion**.

Cette **réduction** est toutefois **supprimée** l'**année suivante**, si le **produit de TP** correspondant au même établissement redevient **supérieur** à celui de l'**avant-dernière année**.

- Par ailleurs, la 2^{ème} partie de l'article toilette le CGI, afin de prendre en compte l'**intégration** de la « **compensation part salaires** » dans la **dotation globale de fonctionnement** à compter de **2004**.

LA FISCALITE INDIRECTE LOCALE

Les modifications relatives au versement de transport

[Article 132 LF 2004]
(Articles L.2531-4 et L.2333-67 du CGCT)

- Les **taux maximum** applicables en **Ile de France** sont **relevés** :
 - à **2,60%** (au lieu de 2,50%) pour **Paris** et pour les **Hauts-de-Seine**,
 - à **1,70%** (au lieu de 1,60%) pour la **Seine-Saint-Denis** et le **Val-de-Marne**,
 - à **1,40%** (au lieu de 1,30%) pour l'**Essonne**, les **Yvelines**, le **Val d'Oise** et la **Seine-et-Marne**.

☞ *C'est une modification réglementaire qui pourra fixer les éventuels nouveaux taux, dans la limite de ceux indiqués ci-dessus.*

- En ce qui concerne la **province**, les **conditions d'application** du **taux plafond** sont **modifiées**. Ceux-ci peuvent s'appliquer en cas :
 - de **réalisation d'infrastructures de transports collectifs**,
 - de **création** ou d'**extension de périmètre de transports urbains**.
- Pour pouvoir fixer le **taux maximal de versement de transport** à **1,75%** (dans une commune ou un EPCI de plus de 100.000 habitants), l'**autorité organisatrice** doit avoir **décidé** de **réaliser** dans les **5 ans** une **infrastructure de transport collectif en mode routier ou guidé** (ex : site propre routier, axes lourds pour autobus ou trolleybus, sites propres affectés aux tramways, infrastructures de type métro).

☞ *De simples aménagements de voirie (ex : couloirs de bus, avec ou sans séparation de voie) ne semblent pas permettre de bénéficier du taux maximum.*

Si les **travaux** n'ont **pas** été **commencés** dans un **délai maximum de 5 ans**, à compter de la date de majoration, le **taux** applicable à compter de la **6^{ème} année** est ramené à **1% au plus**.

Ce **déla**i court à compter du **1^{er} janvier 2004** pour les collectivités dont les **délibérations** fixant un taux supérieur à **1%** ont été **prises antérieurement** à cette date.

▪ En cas d'**extension** d'un **périmètre de transports urbains** résultant de l'extension du **périmètre** d'un **EPCI à fiscalité propre** ou d'un **syndicat mixte** (auquel a adhéré un EPCI à fiscalité propre), le **taux de versement** applicable sur le territoire des **communes incluses** peut être **réduit** par décision de l'**organe délibérant**, pour une **durée maximale de 5 ans** à compter de cette **inclusion**, par rapport au taux applicable sur le territoire des autres communes, lorsque le **versement** :

- n'était **pas institué** sur le territoire des **communes nouvellement incluses**,
- ou l'était à un **taux inférieur**.

Ces dispositions s'appliquent aux **communes incluses** dans un **périmètre de transports urbains** résultant :

- soit de la **création d'un EPCI à fiscalité propre** compétent en matière de transports urbains,
- soit du **transfert** de la **compétence** en matière d'organisation de transports à un **EPCI à fiscalité propre** dont elles sont membres.

La taxe sur l'électricité

[Article 47 LFR 2003]

(Articles L. 2333-3 et 4, et L. 5212-24 du CGCT)

SITUATION ACTUELLE

- La **taxe locale sur les fournitures d'électricité** a été mise en place par une **loi du 13 août 1926**, son régime actuel étant fixé par les articles L.2333-2 et suivants du CGCT.
- En raison de l'**ouverture à la concurrence du marché de l'électricité**, à compter du **1^{er} juillet 2004**, les **PME, commerçants, artisans, professions libérales et collectivités locales**, etc... seront **éligibles** à la possibilité de **mettre en concurrence** leurs **fournisseurs d'électricité**.

La taxe actuelle portant sur la « **fourniture** » d'électricité, qui comprenait jusqu'à présent **également** les **frais de distribution** (représentant **plus de 50%** du coût total), et en l'absence de modification législative, l'**assiette** de la taxe serait **réduite de plus de moitié** pour les **clients professionnels** qui choisiront un **autre fournisseur** qu'EDF. En effet, leur facture de fourniture ne comprendra plus de frais de distribution, ceux-ci étant payés à part.

☞ La perte potentielle d'assiette est estimée à plus de 2 milliards d'euros.

NOUVELLES DISPOSITIONS

- Le CGCT est modifié, afin de préciser que la **taxe** porte sur la **fourniture** et l'**acheminement** de l'**électricité**.
- La taxe est assise sur **80%** (puissance souscrite ≤ 36 KVA) ou sur **30%** (puissance souscrite comprise entre 36 et 250 kVA) des **factures** acquittées par le **consommateur final**, qu'elles portent sur la **fourniture**, l'**acheminement** ou sur ces **deux prestations**.
- La **taxe est recouvrée** :
 - par le **gestionnaire du réseau de distribution** pour les factures d'**acheminement** d'électricité,
 - et par le **fournisseur** pour les factures portant :
 - sur la seule **fourniture** d'électricité,
 - ou à la fois sur l'**acheminement** et la **fourniture** d'électricité.

- Les **gestionnaires de réseaux** et les **fournisseurs** doivent **tenir à disposition** des **agents habilités** par le **maire** tous **documents** nécessaires au **contrôle** de la liquidation et du recouvrement de la taxe.

Un **arrêté interministériel** précisera les **documents à produire** à la commune par le **gestionnaire** du **réseau** ou par le **fournisseur**, à l'appui du **versement de la taxe**.

Le **défaut**, l'**insuffisance** ou le **retard** dans ce **versement** donnera lieu au paiement d'un **intérêt de retard** au taux légal, indépendamment de toute sanction.

En cas de **non facturation** de la taxe ou d'**entrave du contrôle**, le **montant** de la **taxe** due est :

- **reconstitué d'office** par la commune,
- et majoré d'une **pénalité** égale à **80%** de ce **montant**.

Les modifications des règles de répartition, entre les communes de moins de 5.000 habitants, de la taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou à la taxe de publicité foncière

(Article 111 LF 2004)
[Article 1595 bis du CGI]

- Les **ressources** du **fonds de péréquation départemental** alimenté par la **taxe additionnelle** aux **droits d'enregistrement** ou à la **taxe de publicité foncière** exigible sur les **mutations à titre onéreux** sont actuellement réparties selon un **barème établi par les conseils généraux**, en fonction de **critères anciens** et en partie **obsolètes** : population de la commune, charges de voirie, valeur du centime (...), pourcentage officiel de sinistre (...) et effort fiscal.

Désormais, le système de répartition adopté par le conseil général devra tenir compte « **notamment** » des critères précités.

☞ *D'autres critères pourront donc être retenus, mais il devra toujours être tenu compte, dans une proportion que chaque conseil général pourra déterminer, de la « valeur du centime » et du « pourcentage officiel de sinistre » ...*

Une réforme plus profonde reste donc à faire.

LES DISPOSITIONS RELATIVES A LA TVA

Le taux réduit de TVA sur les abonnements de livraison d'électricité et de gaz

[Article 32 LFR 2003]
(Article 279 decies b du CGI)

- Depuis la loi de finances pour 1999, le **taux réduit de TVA** s'applique aux **abonnements de livraison d'électricité et de gaz, quel que soit le niveau de consommation**.

☞ *Certains fournisseurs d'électricité ont développé en direction des gros consommateurs d'électricité des offres commerciales de type forfait, qui ont pu leur permettre d'appliquer le taux réduit à l'ensemble de la prestation (abonnement et montant prédéfini de consommation) ; seule la consommation dépassant le forfait est alors soumise au taux plein, alors que normalement, l'ensemble de la consommation doit être soumise au taux plein, le taux réduit ne devant s'appliquer qu'à l'abonnement.*

- Cet article a pour objectif de mettre un terme à cette situation : il **restreint le bénéfice du taux réduit aux abonnements** relatifs aux **livraisons d'électricité** d'une **puissance maximale** inférieure ou égale à **36 kilovoltampères**. Au-delà de cette puissance, les abonnements sont soumis au taux plein.

☞ *La puissance maximale prise en compte correspond à la totalité des puissances maximales souscrites par un même abonné sur un même site.*

Compte-tenu du seuil retenu, cette mesure ne concerne pas les particuliers (36 kVA est la puissance maximale fournie par EDF aux particuliers) ; elle touchera en revanche les administrations, qui vont supporter le coût lié à la hausse de la TVA sur les abonnements, puisqu'elles ne peuvent pas récupérer la TVA (contrairement aux entreprises soumises à TVA, qui déduisent la TVA qu'elles paient sur leurs fournisseurs de la TVA qu'elles reversent au Trésor : la hausse du taux de TVA sur les abonnements n'aura pas d'impact financier pour elles).

- Concernant les **abonnements aux livraisons de gaz**, le **taux réduit** continue de **s'appliquer**. Une précision est apportée : pour tenir compte du **transfert de propriété de réseaux** de l'Etat à certains concessionnaires de transport de gaz, le **taux réduit** s'applique aux **abonnements relatifs au gaz distribué par réseaux**, et non plus uniquement par réseaux publics.

L'application du taux réduit de TVA dans les établissements accueillant des personnes âgées ou handicapées

[Article 33 LFR 2003]
(Article 279 a du CGI)

- Le **champ d'application du taux réduit de TVA** est **élargi**, au profit de la **fourniture de logement** et de **nourriture** dans les **maisons de retraite** et les **établissements accueillant des personnes handicapées**.

Ce taux s'applique également aux **prestations** exclusivement **liées à l'état de dépendance des personnes âgées** et aux **besoins d'aide des personnes handicapées**, hébergées dans ces établissements et dans l'incapacité d'accomplir les gestes essentiels de la vie quotidienne.

Les travaux sur les locaux d'habitation et services d'aide à la personne : prolongation jusqu'au 31 décembre 2005 de l'application du taux réduit de TVA

[Article 24 LF 2004]
(Articles 257-7° bis, 279-0 bis et 279-i du CGI)

SITUATION ACTUELLE

- Une **directive européenne** avait autorisé les États membres à appliquer, à **titre expérimental jusqu'au 31 décembre 2002**, puis **jusqu'au 31 décembre 2003**, un **taux réduit à certains services à forte intensité de main-d'œuvre**.

Traduisant cette directive dans le droit français, le Parlement a décidé de soumettre au **taux réduit de TVA** **trois types d'opérations** :

- les **travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien** réalisés dans les **locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans** ; en sont exclus la fourniture de certains gros équipements et des équipements ménagers et mobiliers, ainsi que les travaux de nettoyage et les travaux d'aménagement et d'entretien des espaces verts (*article 279-0 bis du CGI*).

☞ Pour bénéficier du **taux réduit** sur les travaux qu'il engage, le client doit remettre à l'entreprise une attestation justifiant de l'ancienneté des locaux et de leur affectation à un usage d'habitation. Cette disposition concerne, bien entendu, également les logements appartenant à des communes ou des EPCI, dans la mesure où ils sont achevés depuis plus de 2 ans.

- les **travaux d'entretien** (autres que ceux concernant l'entretien des espaces verts et le nettoyage) réalisés dans les **logements sociaux à usage locatif**, faisant l'objet d'une **convention** ouvrant droit à l'**aide personnalisée au logement**. Les travaux d'amélioration, de transformation et d'aménagement sur ces logements sont d'ores et déjà soumis au taux réduit de la TVA, en vertu de la loi de finances pour 1998 (*article 257-7° bis c du CGI*).
 - certaines **prestations de service à domicile** effectuées par certaines **entreprises agréées** par l'Etat (*article 279-i du CGI*).
- Le bénéfice du **taux réduit**, prévu initialement **jusqu'au 31 décembre 2002**, a été **prolongé d'un an**.

NOUVELLE DISPOSITION

- L'**application** du **taux réduit** aux travaux réalisés dans les logements et les services d'aide à la personne est **pérennisée** définitivement, mais sa mise en œuvre reste **soumise** à la **ratification**, par l'ensemble des pays-membres, de la **directive européenne relative à l'application de la TVA**.

Or, les négociations ont pris du retard, et cette ratification ne devait pas intervenir avant la fin de l'année 2003.

En revanche, une **directive européenne** prévoyant une **nouvelle prolongation de deux ans** a été ratifiée. Le **taux réduit de TVA** s'appliquera donc **jusqu'au 31 décembre 2005**.

SITUATION ACTUELLE

- Jusqu'en 2003, les **travaux** dans les **logements sociaux** (travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien) bénéficiaient du **taux réduit**, non pas au titre des travaux dans les logements d'habitation de plus de deux ans, mais **en vertu du mécanisme de livraison à soi-même**.

☞ Ce mécanisme fonctionne de la manière suivante : les entreprises facturent les travaux au **taux plein** ; les bailleurs sociaux déduisent cette TVA de la TVA collectée au titre d'autres activités, ou en demandent le remboursement dans le cas inverse ; lorsque la construction est achevée, les bailleurs sociaux établissent une déclaration de livraison à soi-même et versent à l'Etat un montant de TVA égal au prix de revient hors taxe des travaux, multiplié par le **taux réduit** de TVA.

NOUVELLE DISPOSITION

- L'article 24 opère un **retournement de principe**. Désormais, les **travaux dans les logements sociaux** bénéficient du **taux réduit de TVA au titre des travaux réalisés dans les logements à usage d'habitation de plus de deux ans**, ce qui permet, pour les bailleurs sociaux, d'**éviter la formalité de la livraison à soi-même**.

Seuls les **travaux** qui ne remplissent **pas** les **conditions** pour bénéficier du **taux réduit** (notamment les travaux portant sur des logements achevés depuis moins de deux ans) continuent à faire l'objet d'une **livraison à soi-même**.

La TVA et la vente de droits immobiliers démembrés de logements sociaux

[Article 25 LF 2004]
(Article 278 sexies CGI)

- En matière de **logements sociaux**, bénéficient actuellement du **taux réduit de TVA** :
 - les **ventes de terrains à bâtir** consenties aux **organismes HLM** pour la construction de logements sociaux,
 - les **livraisons à soi-même de logements sociaux à usage locatif**,
 - les **ventes de logements sociaux neufs à usage locatif**,
 - les **livraisons à soi-même de travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien de logements sociaux à usage locatif**.
- Le **bénéfice du taux réduit de TVA** est **étendu** à un nouveau mécanisme : la **vente de droits immobiliers démembrés de logements sociaux neufs à usage locatif**.

☞ *Ce mécanisme correspond à l'hypothèse d'un promoteur qui vend un logement en nue-propriété à un investisseur ou un particulier épargnant, et en usufruit à un organisme de logement social. Le dispositif vise à faciliter la construction de logements sociaux en faisant appel au financement d'investisseurs privés.*

- Le **taux réduit** s'applique si les **conditions** suivantes sont remplies :
 - la **construction** a fait l'objet d'une décision favorable d'**agrément** prise par le **préfet**,
 - l'**usufruitier** (l'organisme de logement social) doit bénéficier du **prêt aidé par l'État** et conclure avec l'**État la convention** qui ouvre droit à l'**APL**.

Lorsque ces **conditions** ne sont **pas remplies**, la personne qui a acquis un logement en bénéficiant du taux réduit doit **acquitter un complément de TVA**, égal à la différence entre le taux normal et le taux réduit de TVA.

LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ETAT

La reconduction du contrat de croissance et de solidarité

[Article 57-II LF 2004]

- Le **contrat de croissance et de solidarité**, qui instituait une **enveloppe « normée »** des **concours de l'Etat aux collectivités locales**, arrivé à échéance en 2001, a été reconduit en 2002 (pour 2002) et en 2003 (pour 2003).

Il est de nouveau **reconduit pour 2004**, avec les **mêmes modalités d'indexation** :

- **100 %** de l'**indice prévisionnel des prix** à la consommation (hors tabac),
- **33 %** de l'**évolution du P.I.B** en volume constatée l'année précédente.

☞ *Ceci correspond, pour 2004, à une évolution de + 1,67 % de l'enveloppe normée.*

CONTRAT DE CROISSANCE ET DE SOLIDARITÉ

Enveloppe évoluant en fonction d'un indice
Indice 2004 = Prix hors tabac 2004 + 33% du PIB en volume 2003

(en Millions d'euros)		LFI 2003 à structure 2004 (a)*	LFI 2003 révisée à structure 2004 (b)*	2004 à structure courante	
				PLF 2004 (c)	Évolution en % (c)/(b)
I - ENVELOPPE NORMÉE					
	Dotation globale de fonctionnement (DGF)	36.044,349	(1) 36.108,292	36.740,187	+ 1,75%
	Dotation spéciale instituteurs (DSI)	252,965	252,965	257,849	+ 1,93%
	Dotation élu local	46,270	46,270	47,163	+ 1,93%
	Compensation part salaires de la TP pour les FDPTP	107,091	107,091	109,158	+ 1,93%
	Dotation globale d'équipement (DGE) des départements et des communes (AP)	872,199	872,199	904,470	+ 3,70%
	Dotations régionale et départementale d'équipement scolaire et des collèges (DRES/DDEC) (AP)	862,719	862,719	894,640	+ 3,70%
	Dotation générale de décentralisation (DGD) (2)	442,542	558,356	569,135	+ 1,93%
	Dotation générale de décentralisation Corse (DGD Corse) (2)	240,059	240,229	244,867	+ 1,93%
	Dotation de décentralisation formation professionnelle	1.343,008	1.346,043	1.372,028	+ 1,93%
	Dotation de compensation de la taxe professionnelle (DCTP) hors réduction pour embauche et investissement (REI)	1.419,310	1.419,310	1.370,171	- 3,46%
SOUS-TOTAL I		41,630,512	41.813,474	42.509,668	+ 1,67%
II - AJUSTEMENTS					
	Compensation des pertes de bases de TP et de redevances des mines	138,206	138,206	138,206	
	DSI			- 43,553	
	Reliquats du CNFPT			- 15,000	
	DGD Intérieur (3)			2,227	
	Services régionaux de voyageurs (SRV)			225,800	
	DGD Corse			0,138	
	DGD Formation Professionnelle (primes d'apprentissage)	46,420	46,420	454,266	
SOUS-TOTAL II		184,626	184,626	762,083	
TOTAL I + II (hors régularisation)		41.815,138	41.998,100	43.271,752	+ 3,03%
III- MAJORATIONS EXCEPTIONNELLES					
	Majoration exceptionnelle du solde de la dotation d'aménagement	(4) 91,366	(4) 96,899	(5) 51,000	
	Majoration exceptionnelle au titre du contentieux Pantin (fraction 16%)	44,475	44,475	35,580	
SOUS-TOTAL III		135,841	141,374	86,580	
TOTAL I + II + III (dont régularisation négative)		41.950,979	42.139,474	43.358,332	+ 2,89%

* après intégration dans la DGF notamment de la compensation part salaires de la TP (hors FDPTP), des compensations de fiscalités régionales et de 95% de la DGD

(1) montant LFI 2003 révisé (hors régularisation)

(2) dont crédits Culture

(3) ajustements DGD en application de la loi d'octobre 1985

(4) dont 58 M€ au titre de la DSU, 10,5 M€ au titre de la DSR et 22,8 M€ au titre du FNP

(5) dont : 15 M€ issus des reliquats du CNFPT (dotation spéciale instituteurs)

(6) intégré dans la DGF

- Le respect de la norme d'évolution de l'enveloppe des concours de l'Etat continue à être assuré par un **ajustement** sur le montant de la **dotatation de compensation de la taxe professionnelle (D.C.T.P.)**.

☞ Ceci correspond, pour 2004, à une diminution de la D.C.T.P. de 3,46 %, en fait de – 3,96 % si l'on tient compte des conséquences de l'arrêt « Pantin ».

- Compte tenu de l'**intégration**, en **2004**, dans la **D.G.F.**, de plusieurs **compensations** auparavant autonomes, l'article 57-II assure la **comparaison**, à structure constante, de l'enveloppe entre **2003** et **2004**.

LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT (DGF)

La création d'une part régionale de la dotatation globale de fonctionnement

[Article 48 LF 2004]
(Articles L.4425-1 et L.4332-4 à 9 du CGCT)

- Cette **part régionale** de **D.G.F.** regroupe :
 - les **compensations** de la **suppression** :
 - de la **part salaires** de la **taxe professionnelle**,
 - des **parts régionales** de la **taxe d'habitation** et des **droits de mutation à titre onéreux**,
 - **95 %** de la **dotatation générale de décentralisation 2003**.

☞ Le solde de 5 % est maintenu en crédits au budget de l'Etat pour permettre les ajustements intervenant chaque année.

- Cette nouvelle D.G.F. comporte :
 - une **dotatation forfaitaire**, dont le **montant 2004**, correspond, pour **chaque région**, aux montants perçus en **2003** au titre des **compensations** et **dotations** précitées :
 - **minorés** des **prélèvements** effectués en **2003** sur les régions les plus favorisées au titre du **Fonds de correction des déséquilibres régionaux (F.C.D.R.)**,
 - **indexés** selon un taux que le **comité des finances locales** fixera **entre 75 et 95 %** du **taux global de progression de la D.G.F.**

A compter de **2005**, la dotatation forfaitaire évolue selon un **taux de progression fixé par le CFL, entre 75% et 95% du taux de progression de l'ensemble de la D.G.F.**

- une **dotatation péréquation**, égale en masse au montant total des **attributions** versées en **2003** au titre du **F.C.D.R.**, augmenté du flux engendré par le **différentiel d'indexation du taux** (entre celui de l'ensemble de la DGF et celui de la dotatation forfaitaire).
- La **dotatation de péréquation** des régions est **répartie** :
 - pour **moitié**, proportionnellement à l'**écart relatif** entre :
 - **85 %** du **potentiel fiscal par habitant** de l'**ensemble des régions**,
 - et le **potentiel fiscal par habitant** de chaque **région**, pondéré par son **effort fiscal** et sa **population**.

- pour **moitié**, proportionnellement au **rapport** entre :
 - le **potentiel fiscal moyen par kilomètre carré** de l'ensemble des **régions**,
 - et le **potentiel fiscal par kilomètre carré** de chaque **région** bénéficiaire.

Les **régions d'outre-mer** perçoivent une **quote-part** de la dotation de péréquation, déterminée par application au **montant total** de la dotation de péréquation du **rapport** entre :

- la **population** des **régions d'outre-mer**,
- la **population totale** des **autres régions** bénéficiaires de la dotation de péréquation.

L'intégration dans la dotation globale de fonctionnement des départements de divers concours, dotations et garanties

[Article 49 LF 2004]
(Articles L.3334-1 à 7-1, articles L.3563-6 et L.4414-5 du CGCT)

- Les **départements** reçoivent une **dotation forfaitaire**, une **dotation de péréquation** et des **concours particuliers**.
- La dotation **forfaitaire** correspond, en **2004**, pour **chaque département**, à la **somme** des **dotations** dues au titre de **2003** :
 - **dotation forfaitaire**,
 - **seconde part** de la **dotation de péréquation** (calculée proportionnellement aux impôts sur les ménages),
 - **garantie d'évolution**,
 - **dotation de compensation** de la **suppression de la part salaires de la taxe professionnelle**,
 - **95%** du montant des **compensations fiscales** incluses dans la **dotation générale de décentralisation**.

Ce montant total est **minoré**, le cas échéant, du **montant prélevé** en **2003**, au titre du **mécanisme de solidarité financière**.

La dotation forfaitaire évolue chaque année selon un **taux de progression** fixé par le **comité des finances locales (CFL)**, entre **60% et 80%** du **taux de progression de l'ensemble de la D.G.F.**.

L'**augmentation annuelle** du **solde** de la **D.G.F.** des départements, après prélèvement de la dotation forfaitaire et de la dotation de compensation, est **répartie** entre :

- la **dotation de péréquation**,
- et la **dotation de fonctionnement minimale**.

☞ La dotation de fonctionnement minimale est maintenue.

Le C.F.L. répartira librement, entre la dotation de péréquation et la dotation de fonctionnement minimale, l'accroissement du solde de la D.G.F. disponible, après le prélèvement au titre de la dotation forfaitaire.

- La **dotation de péréquation** (qui ne comprend plus que l'ancienne première part) est **répartie** en fonction de l'**écart relatif** entre :
 - le **potentiel fiscal moyen par habitant** de l'**ensemble des départements**,
 - et le **potentiel fiscal par habitant** du **département concerné**.

▪ La **dotation de compensation** versée en **2004** à chaque département est égale à la **somme des montants** dus au titre de **2003** :

- **participation des communes** aux **dépenses d'aide sociale** (suppression des contingents communaux),
- **95%** de la **dotation générale de décentralisation** (hors la fraction de cette dotation correspondant à des compensations fiscales et à certains concours particuliers – ex : transfert des ports maritimes-)

La dotation de compensation **évolue** chaque année comme l'**ensemble de la D.G.F.**

**L'intégration dans la dotation globale de fonctionnement des communes
de diverses compensations et de l'ex-Fonds national de péréquation (FNP)**

[Articles 50,52 et 57-I LF 2004]
(Articles L.1613-1, L.2334-1 à 21 et L.5211-28-1 du CGCT)

▪ La **nouvelle D.G.F.** des **communes** comporte **deux parts** .

LA DOTATION FORFAITAIRE

- La **dotation forfaitaire**, comprend :
 - **dotation forfaitaire** (11,099 milliards d'euros en 2003),
 - la **compensation des baisses de dotation de compensation de la taxe professionnelle** constatées en **1999, 2000 et 2001** (163 millions d'euros en 2003),
 - la **compensation de la suppression de la part salaires** (2,231 milliards d'euros en 2003).

Pour les **communes** qui, en **2003**, ont subi un **prélèvement** sur leur **fiscalité** (au titre de la suppression du contingent d'aide sociale ou de la fiscalité de France Télécom), la **dotation forfaitaire** prise en compte est égale à la **différence** entre :

① Montant effectivement reçu en 2003 au titre :
- de la dotation forfaitaire,
- et de la compensation de la suppression de la part salaires

- ② Montant prélevé en 2003
sur la fiscalité

Si le **montant prélevé en 2003** sur la **fiscalité ② excède** le **montant perçu ①**, la **différence** :

- est **prélevée** sur le **produit** de la **fiscalité directe** de la commune,
- et **évolue** chaque année **comme la dotation forfaitaire**.

☞ *Plus de 1100 communes ont subi en 2003 un prélèvement sur leur fiscalité, pour un montant total de 3,6 millions d'euros. Compte tenu de la fusion entre la dotation forfaitaire et la compensation « part salaires », le prélèvement ne concerne plus en 2004 que 49 communes, pour un montant de 2,241 millions d'euros.*

Si la **commune** devient **adhérente** à un **EPCI levant la taxe professionnelle unique**, la **compensation « part salaires »** est **versée directement à l'EPCI**. Il en sera donc tenu compte dans le calcul de l'**attribution de compensation** versée par l'EPCI (ou par la commune, si elle est négative).

Dans la pratique, les **dotations individuelles** notifiées aux **communes** indiqueront le **montant total** de la **dotation forfaitaire**. Elles préciseront toutefois le **montant issu** de la **compensation de la part salaires**.

- L'**indexation** de la dotation forfaitaire se situe, comme actuellement, **entre 45 et 55 %** du taux d'évolution de la D.G.F., selon le **choix du Comité des Finances Locales (C.F.L.)**. Celui-ci pourra désormais effectuer ce choix, y compris lorsque le **PIB** intervient **pour moins d'un tiers** dans l'évolution de la **masse de la DGF** (ce qui est le cas pour 2004).

☞ Jusqu'à présent, lorsque le PIB intervenait pour moins d'un tiers, l'indexation de la dotation forfaitaire correspondait à moitié de celle de la masse globale (sans choix possible).

En 2004, le Comité des Finances Locales, a fixé l'évolution de la dotation forfaitaire à 50% de celle de la masse globale de la DGF.

La dotation forfaitaire versée à chaque commune en 2004 sera égale à :

$$\left\{ \begin{array}{l} \boxed{\text{Dotation forfaitaire 2003}} + \boxed{\text{Compensation de la suppression part salaires 2003}} + \boxed{\text{Compensation des baisses de DCTP 1999 à 2001 versée en 2003}} \end{array} \right\} \times \boxed{1,00965}$$

[art. 7411 du budget] [cadre I-1 ligne f de l'état 1259 (crédit intégré dans le compte 74833 du budget, qui comporte d'autres recettes, telles que la compensation de l'abattement général à la base de 16% ou la réduction de la fraction imposable des salaires)] [art.74831 du budget - hors les compensations perçues en cas de pertes importantes de base de TP ou de redevance des mines -]

☞ Cette nouvelle dotation forfaitaire est à imputer à l'article 7411 du budget .

LA DOTATION D'AMENAGEMENT

- La **dotation d'aménagement**, regroupe :
 - l'actuelle **dotation de solidarité urbaine** (615 millions d'euros en 2003),
 - l'actuelle **dotation de solidarité rurale** (407 millions d'euros en 2003),
 - l'ex - **fonds national de péréquation** (569 millions d'euros en 2003), qui devient la **dotation nationale de péréquation**, comprenant toujours **deux parts** : la part **principale** et la **majoration**.

L'ensemble de ces trois dotations constitue le **solde** de la **dotation d'aménagement**, réparti après la dotation forfaitaire des communes et la dotation d'intercommunalité. L'évolution de cet ensemble dépend donc toujours de l'évolution des dotations forfaitaire et d'intercommunalité.

☞ La D.G.F. devient le seul vecteur des dotations de péréquation attribuées aux communes.

La péréquation est donc désormais organisée autour :

- d'une **dotation nationale de péréquation**, à imputer à l'article 74127 du budget,
- et de deux composantes visant à comparer les communes au sein de groupes homogènes :
 - la **dotation de solidarité urbaine**, à imputer à l'article 74123,
 - la **dotation de solidarité rurale**, à imputer aux articles 74121 (1^{ère} fraction) et 74122 (2^{ème} fraction).

Le mode de calcul actuel des dotations versées individuellement n'est pas modifié pour 2004. Il convient de réfléchir dès maintenant à de nouveaux critères, prenant en compte, de façon la plus équitable possible, les ressources et les charges des collectivités bénéficiaires.

L'on s'aperçoit, à la lecture du tableau d'évolution de la dotation globale de fonctionnement (page 39) , que les crédits disponibles pour la dotation d'aménagement seront encore relativement limités en 2004.

Un amendement parlementaire, qui proposait une majoration exceptionnelle de 23 millions d'euros de la dotation nationale de péréquation, a été rejetée. En conséquence, la masse de la DNP à répartir en 2004 sera strictement identique à celle de 2003.

Par ailleurs, sont **supprimées les fourchettes imposées** jusqu'à présent au **Comité des finances locales** pour la **répartition des crédits** :

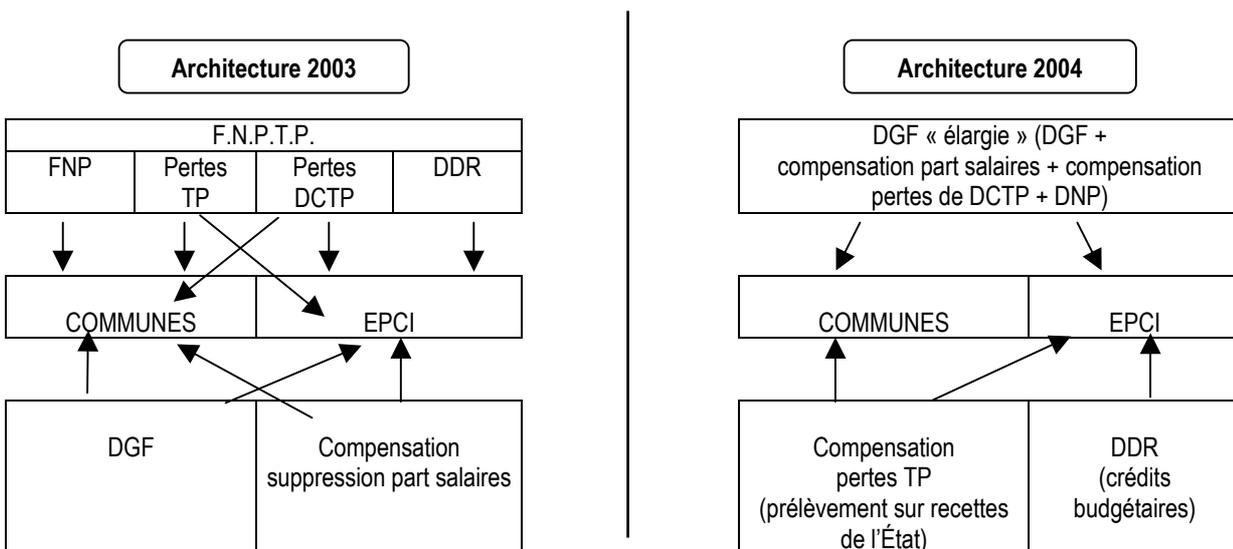
- du **solde de la dotation d'aménagement**, entre les dotations de solidarité urbaine et rurale,
- de la **dotation de solidarité rurale**, entre la 1^{ère} fraction (bourgs-centres) et la 2^{ème} fraction (péréquation).

Ainsi, le C.F.L. fixe librement, à compter de 2004, la répartition du solde annuel de la dotation d'aménagement entre :

- la dotation nationale de péréquation,
- la dotation de solidarité urbaine,
- la dotation de solidarité rurale,
- les différentes parts ou fractions de ces dotations.

La réforme de la DGF des communes	
♦	<p>Dotation forfaitaire, comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ancienne dotation forfaitaire, - la compensation des baisses de D.C.T.P. (dotation de compensation de la taxe professionnelle) constatées entre 1999 et 2001, - la compensation de la suppression de la part salaires, <p><i>nota : l'indexation de cette masse se situe, comme actuellement, entre 45 et 55% du taux d'évolution de la DGF.</i></p>
♦	<p>Dotation d'aménagement, regroupant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dotation de solidarité urbaine (DSU), - la dotation de solidarité rurale (DSR), - l'ex - fonds national de péréquation (FNP), qui devient la dotation nationale de péréquation (DNP).

La modification de l'architecture des concours financiers de l'État aux communes et aux EPCI



L'évolution de la DGF des communes et des EPCI entre 2003 et 2004
(avec une évolution de la dotation forfaitaire correspondant à 50% de celle de la masse globale)

(en milliards d'euros)	2003	2004	Taux d'évolution
Masse totale de « nouvelle DGF » à répartir	20,073	20,474	+ 2,00 %
Dotation forfaitaire (communes)	11,099	} 13,624	+ 0,965 %
Compensation part salaires (communes)	2,231		
Compensation baisse DCTP (communes)	0,163		
Recensements complémentaires (communes)	-		
Total dotation forfaitaire des communes	13,493	13,643	+ 1,11 %
Reste pour la dotation d'aménagement	6,578	6,831	+ 3,85 %
Dotation d'intercommunalité (base et péréquation)	1,824	1,938	+ 6,26 %
Compensation part salaires (EPCI)	3,446	3,479	+ 0,965 %
Compensation baisse DCTP (EPCI)	0,024	0,024	+ 0,965 %
Total dotation d'intercommunalité	5,294	5,441	+ 2,78 %
Abondement reliquat DSI	0,005	0,012	
Garantie outre-mer	- 0,006	-	
Abondement du solde DSU+DSR+-DNP	-	- 0,096	
Prélèvement pour consolider les abondements « ciblés 2003	-	- 0,191	
Solde DSU +DSR + DNP à répartir	1,283	1,305	+ 1,66 %
DSU avant contributions	0,416	0,416	
Contributions région Ile de France	0,058	0,064	
Abondement Loi de Finances 2003	0,141	-	
Consolidation 2004 (par prélèvement sur 0,191)	-	0,141	
Part de la variation du solde affectée à la DSU	-	0,014	
DSU totale	0,615	0,635	+ 3,27 %
- dont outre-mer	0,025	0,026	+ 4,41 %
- dont métropole	0,590	0,609	+ 3,22 %
Solde DSR+DNP à répartir	0,867	0,875	+ 0,92 %
DSR avant contributions	0,322	0,322	
Contributions région Ile de France	0,058	0,064	
Abondement Loi de Finances 2003	0,027	-	
Consolidation 2004 (par prélèvement sur 0,191)	-	0,027	
Part de la variation du solde affectée à la DSR	-	0,008	
DSR totale	0,408	0,421	+ 3,27 %
- dont outre-mer	0,016	0,017	+ 11,98 %
- dont métropole	0,392	0,403	+ 2,93 %
▪ bourgs-centres	0,126	0,130	+ 2,93 %
▪ péréquation	0,266	0,273	+ 2,93 %
Solde DNP à répartir	0,545	0,545	0%
Abondement Loi de Finances 2003	0,023	-	
Consolidation 2004 (par prélèvement sur 0,191)	-	0,023	
DNP totale	0,568	0,568	0%
- dont outre-mer	0,018	0,018	0%
- dont métropole	0,550	0,550	0%
▪ part principale	0,427	0,427	0%
▪ part majoration	0,123	0,123	0%

EPCI → La création d'une dotation de compensation en faveur des EPCI à fiscalité propre

[Article 50-I-4° LF 2004]
(Article L.5211-28-1 du CGCT)

▪ Pour les **EPCI**, un **concours particulier** est créé, afin de leur verser une **dotation de compensation**, à imputer au compte 74126 du budget égale aux montants dus en **2003** au titre de :

- la **suppression de la « part salaires »** de la taxe professionnelle (soit 3,455 milliards d'euros),
- la **baisse de dotation de compensation de la taxe professionnelle** constatée en **1999, 2000 et 2001** (soit 24 millions d'euros, pour 90 EPCI « anciens » concernés).

Les **montants** dus en **2003** sont **indexés** chaque année **comme la dotation forfaitaire** des communes.

Les **EPCI** soumis pour la **première fois**, à compter de **2004**, à la **taxe professionnelle unique** perçoivent en lieu et place des **communes membres** la nouvelle **part** de la **dotation forfaitaire** correspondant à la **compensation de la suppression de la part salaires**.

Si une **commune membre** subissait, l'année précédant la mise en œuvre de la TPU, un **prélèvement** sur sa **fiscalité** au titre de **France Télécom**, la **dotation de compensation** versée à l'**EPCI** est **minorée** du montant de ce **prélèvement**, **actualisé** chaque année comme la **dotation forfaitaire**.

☞ Cette nouvelle dotation de compensation est à imputer à l'article 74126

Le montant attribué à un EPCI au titre de l'année 2004 est égal :

$$\begin{array}{l} \boxed{\begin{array}{c} \text{Compensation de la suppression} \\ \text{de la part salaires de la taxe professionnelle} \\ \text{perçue en 2003} \end{array}} + \boxed{\begin{array}{c} \text{Compensation des baisses} \\ \text{de DCTP 1999 à 2001} \\ \text{perçue en 2003} \end{array}} \times \boxed{1,00965} \\ \text{[cadre I-1 ligne f de l'état 1259]} \qquad \qquad \qquad \text{[art.74831 du budget - hors les} \\ \text{(crédit intégré dans le compte 74833 du budget, qui comporte d'autres recettes,} \\ \text{telles que la compensation de l'abattement général à la base de 16\%} \\ \text{ou la réduction de la fraction imposable des salaires)} \qquad \qquad \qquad \text{compensations perçues en cas} \\ \qquad \text{de pertes importantes de base de TP} \\ \qquad \text{ou de redevance des mines -]} \end{array}$$

▪ Les autres dispositions relatives à la **dotation d'intercommunalité** n'ont **pas été modifiées**. Elle se compose donc toujours de **deux parts** :

- une **dotation de base**, à imputer au compte 74124,
- une **dotation de péréquation**, à imputer au compte 74125.

☞ Les **valeurs moyennes par habitant** de la **dotation d'intercommunalité** sont en **progression** de **1,5%** par rapport à 2003 (sauf pour les **communautés urbaines** - + 0,965% -). Toutefois, compte-tenu de l'évolution constante des coefficients d'intégration fiscale, il faut s'attendre à des **diminutions** des dotations individuelles pour les **communautés** dont le **CIF** n'a pas progressé.

**Le non reversement en 2003 de la régularisation positive de la D.G.F. 2002
et l'intégration de celle-ci dans le solde de la dotation d'aménagement des communes
(D.S.U. et D.S.R.)**

[Article 58 LF 2004]

- Malgré l'augmentation de 1,93 % de l'enveloppe de la D.G.F., les **dotations de solidarité** (urbaine et rurale) **baisseraient** en **2004**, en l'absence d'abondements externes, **d'environ 5 %** (compte tenu de l'incidence de la création de nouveaux EPCI).
- Afin d'assurer à ces dotations une **progression** d'environ **1,50 %** en **2004**, le montant de la **régularisation** de la **DGF 2002** revenant légalement aux communes et aux EPCI (**45,032 millions d'euros**) est **affecté** (comme en 2003) au **solde** de la **dotation d'aménagement** (DSU-DSR) **2004**.
- De plus, **15 millions d'euros**, provenant des **reliquats 2002** de la **dotation spéciale pour le logement des instituteurs**, sont affectés à ce même solde.
- Pour compléter ces financements, l'**État** pratique un **abondement** exceptionnel de **36 millions d'euros**.

☞ *Dans le cas où le nombre de nouveaux EPCI serait plus important qu'estimé, la progression de 1,5% prévue pour les dotations de solidarité ne serait pas atteinte.*

En ce qui concerne la dotation nationale de péréquation, faute d'abondement, la part « majoration » est en diminution de 17 % par rapport à 2003.

L'EX-FONDS NATIONAL DE PEREQUATION DE LA TAXE PROFESSIONNELLE

L'intégration du F.N.P.T.P. dans le budget de l'État

[Article 53 LF 2004]

(Articles 1648 D-VI du CGI et abrogation des articles 1648 A bis et B du CGI
et de l'article 44 C-II de la LF 1999)

- Le **F.N.P.T.P.** était devenu un **assemblage** de **recettes** et de **dépenses diverses** sans lien entre elles. **Peu lisible et source de complexité**, il apparaissait nécessaire de le **réformer**.

Il est en fait **supprimé**, ses **ressources**, comme ses **dépenses**, étant affectées au **budget de l'Etat**.

- C'est en effet un **prélèvement sur les recettes de l'Etat** qui permettra de **verser** pendant **3 ans** une **compensation** dégressive aux **communes** (et aux **EPCI à fiscalité propre**) qui subissent d'une année sur l'autre une **perte importante** de **bases de taxe professionnelle** (ou de ressources de redevances des mines).

L'**attribution** est égale :

- la **1^{ère} année**, à **90 %** de la **perte** de **produit** enregistrée,
- la **2^{ème} année**, à **75 %** de l'**attribution** reçue l'**année précédente**,
- la **3^{ème} année**, à **50 %** de l'**attribution** reçue la **1^{ère} année**.

☞ *Il convient de remarquer que la compensation versée la 1^{ère} année est fixée à 90 %, alors que ce taux était le maximum possible auparavant. Ce taux avait été inférieur, notamment pour l'année 1995 (60 %), ou l'année 1996 (75 %).*

- La **durée de la compensation** est de **5 ans** pour les communes situées dans les **cantons** où l'État anime une **politique de conversion industrielle**.

☞ *Le montant inscrit en loi de finances 2003 pour compenser les pertes de taxe professionnelle et de redevances des mines était de 138,206 millions d'euros.*

- A compter de **2004**, le produit de la **cotisation de péréquation de la taxe professionnelle** (dont le **taux varie entre 0,01% et 3,40 %**, selon l'importance du taux global de taxe professionnelle constaté) est intégralement **affecté au budget de l'État**.

La suppression du Fonds National de Péréquation de la Taxe Professionnelle	
Jusqu'en 2003, le FNPTP finançait :	A compter de 2004 :
- la dotation de développement rural (DDR) ,	⇒ la DDR est alimentée par des crédits budgétaires ,
- la compensation des pertes de taxe professionnelle et de redevance des mines ,	⇒ la compensation est prise en charge directement par l' Etat ,
- la compensation des baisses de la D.C.T.P constatées entre 1999 et 2001,	⇒ la compensation est intégrée dans la dotation forfaitaire ,
- le fonds national de péréquation (FNP)	⇒ les attributions de DNP sont versées au titre de la dotation de péréquation (au sein de la DGF)

Les taux de la cotisation de péréquation de la taxe professionnelle

- Le **taux global moyen national** de taxe professionnelle constaté en 2003 étant égal à **24,22%**, la **cotisation** s'applique en **2004** dans les conditions suivantes :
 - **3,40% maximum**, dans les communes où le taux global est inférieur à la moitié du taux moyen national (soit, en 2004, inférieur à 12,11%),
 - **2,50% maximum**, dans les communes où le taux global est compris entre la moitié et les trois-quarts du taux moyen national (soit, en 2004, entre 12,11% et 18,16%),
 - **1,60% maximum**, dans les communes où le taux global est compris entre les trois-quarts du taux moyen national et le taux moyen national (soit, en 2004 , entre 18,17% et 24,22%)
- A l'intérieur des **trois fourchettes** indiquées ci-après, le **taux** de la cotisation est **dégressif** :
 - **entre 11,21% et 12,11%**, la cotisation passe de **3,40%** à **2,50%**,
 - **entre 17,26% et 18,16%**, la cotisation passe de **2,50%** à **1,60%**,
 - **entre 22,62% et 24,22%**, la cotisation passe de **1,60%** à **0**.

L'intégration de la dotation de développement rural (D.D.R.) dans le budget de l'Etat

[Article 54 LF 2004]

(Article L.2334-40 du CGCT et abrogation de l'article 1648-B-I du CGI)

- La **dotation de développement rural**, répartie sous forme de **subventions à certaines communautés de communes**, est **intégrée** dans le **budget de l'Etat**, alors qu'elle était auparavant financée par un prélèvement sur le Fonds national de péréquation de la taxe professionnelle (supprimé par l'article 52 de la présente loi).

☞ Cette budgétisation devrait permettre à l'Etat :

- de simplifier et de rationaliser le mode de financement de ses dotations aux collectivités locales,
- et de mieux assurer le suivi budgétaire et comptable de la D.D.R..

- Le montant de la **dotation budgétaire** est fixé à **116,104 millions d'euros** pour **2004** (soit un montant égal à celui inscrit en 2003).

☞ La DDR permet de subventionner la réalisation de projets de développement économique et social ou d'actions en faveur des espaces naturels.

En ce qui concerne les commissions chargées d'émettre un avis sur les projets pouvant bénéficier de la DDR, elles restent compétentes jusqu'au prochain renouvellement général des conseils des EPCI.

LE FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA

L'attribution du F.C.T.V.A. pour les dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une collectivité territoriale

[Article 51 LF 2004]

- Les **collectivités territoriales** et leurs **groupements** (dès lors qu'ils sont **compétents** en matière de **voirie**) bénéficient, **par dérogation**, des attributions du **FCTVA** pour les **dépenses d'investissement** afférentes à des **travaux** qu'ils réalisent sur le **domaine public routier** de l'**Etat** ou d'une **collectivité territoriale**.

Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les **dépenses réalisées** dans le cadre d'une **convention** avec l'**Etat** (ou la **collectivité territoriale propriétaire**), précisant notamment les **équipements** à réaliser, le **programme technique des travaux** et les **engagements financiers des parties**.

☞ Les sénateurs à l'origine de l'amendement ont tiré les conséquences de l'article 18 de la future loi relative aux responsabilités locales, en introduisant l'article 51 en LDF 2004, relatif au FCTVA sur des travaux effectués sur la voirie nationale ou départementale par une autre collectivité territoriale. Par contre, l'autre disposition de la future loi, relative à l'éligibilité des fonds de concours versés pour des travaux effectués sur le domaine public routier, n'a pas été reprise dans la loi de finances.

Le FCTVA et la couverture du territoire en téléphonie mobile

[Article 46 LFR 2003]
(Article L 1615-7 du CGCT)

- Dans le cadre de l'**extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile**, une **convention nationale** a été signée le 15 juillet dernier entre l'**Etat** et les **opérateurs**. Ce programme concerne les **communes** situées en « **zone blanche** », c'est-à-dire les communes qui ne sont couvertes par aucun des trois opérateurs de téléphonie mobile.

La **mise en œuvre** de ce **plan de couverture** intervient en **deux phases** :

- dans la **première**, qui se déroulera sur la **période 2003-2005**, les **collectivités locales** financent la réalisation des **infrastructures passives (pylônes)** et les mettent à disposition des **opérateurs**, qui prennent à leur charge la **partie active (antenne)** ;
 - quant à la **deuxième phase**, qui s'étendra sur la **période 2005-2006**, les **modalités financières** n'ont **pas encore été définies**.
- L'article 46 rend **éligibles au FCTVA** les **dépenses d'investissement réalisées en 2003, 2004 et 2005**, par les **collectivités locales** ou leurs **groupements**, dans le cadre de la couverture des zones blanches. Les **dépenses** doivent être réalisées **sous maîtrise d'ouvrage publique**.

☞ *En effet, selon les règles d'éligibilité au FCTVA, ces dépenses n'auraient pu être éligibles au FCTVA, dans la mesure où les infrastructures construites pas les collectivités sont mises à disposition des opérateurs, personnes privées non éligibles au FCTVA.*

Cette éligibilité ne concerne que les dépenses engagées sur la période 2003-2005, qui englobe les communes concernées par la phase 1. Il reste à veiller qu'un dispositif similaire sera prévu pour les dépenses engagées en 2006.

Le FCTVA et les intempéries

[Article 49 LFR 2003]
(Article L. 1615-6 II du CGCT)

- Cet article inscrit dans le **CGCT** la **règle du remboursement, l'année même**, de **dépenses** engagées suite à des **intempéries exceptionnelles**.

Cette règle avait été adoptée dans la loi de finances rectificative pour 2002 (article 74), mais n'avait pas été codifiée dans le CGCT. L'article 49 inscrit cette disposition dans le code, et abroge l'article 74 de la LFR 2002.

☞ *Les dépenses réelles d'investissement réalisées par les bénéficiaires du FCTVA et visant à réparer les dommages directement causés par des intempéries exceptionnelles ouvrent droit à une attribution du FCTVA l'année au cours de laquelle le règlement des travaux est intervenu.*

Cette mesure concerne les intempéries exceptionnelles reconnues par décret et les dommages situés dans des communes ayant fait l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle.

LES DISPOSITIONS DIVERSES

Les conditions de dérogation à l'obligation de dépôt auprès de l'État des fonds des collectivités territoriales (et de leurs établissements publics), et des établissements publics sociaux et médico-sociaux, de santé, et d'habitations à loyer modéré

[Article 116 LF 2004]
(Articles L.1618-1 et 2, L.2221-5-1 et L.5212-21-1 du CGCT)

- La règle de l'**obligation du dépôt des fonds libres des collectivités au trésor** a été rappelée par la **loi organique du 1^{er} août 2001** relative aux lois de finances. Cette loi précise que, désormais, les **dérogations** à ce principe doivent être prévues par une **disposition législative** (prise en loi de finances) et non plus réglementaire.

Depuis le 1^{er} janvier 2004, le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie n'est plus compétent pour autoriser des dérogations à ce principe. L'article 116 de loi de finances pour 2004 fixe donc le **nouveau cadre général des conditions de dépôt** et de **placement des fonds des collectivités territoriales** et de leurs établissements publics locaux.

- Les **possibilités de placements** sont pérennisées et leur **cadre juridique** est complété :
 - instauration d'un **régime commun de placements des fonds** pour l'ensemble des collectivités territoriales et établissements publics locaux, avec maintien d'un régime plus souple pour les organismes de logement social,
 - **élargissement de la gamme des placements possibles** : titres émis ou garantis par les **États membres de la Communauté européenne** et les États parties à l'accord sur l'Espace économique européen (Lichtenstein, Islande et Norvège) parts ou actions d'**Organismes de Placement Collectif en Valeurs Mobilières (O.P.C.V.M.)** constitués exclusivement de titres émis ou garantis par les États membres de l'Espace économique européen, libellés en euros, ouverture d'un **compte à terme (C.A.T.)** auprès du Trésor public.
 - **compétence principale de l'assemblée délibérante** pour les décisions de placement, avec toutefois une **possibilité de délégation** au profit de l'**ordonnateur**,
 - possibilité, sur **autorisation du ministre chargé du budget**, de déposer les **fonds des régies de recettes ou d'avances**, sur un compte ouvert à la Poste ou dans un établissement de crédit agréé,
 - possibilité, pour les **syndicats de communes**, de **déroger à l'obligation de dépôt** auprès de l'Etat, pour le montant du **solde d'exécution de la section d'investissement de l'exercice précédent**, dans la limite de la **dotation aux amortissements des immobilisations** exploitées dans le cadre d'un **service public à caractère industriel et commercial**,
 - possibilité de déposer une **part des ressources de ventes de bois** sur un **compte individualisé** ouvert dans le **fonds d'épargne forestière**,
 - possibilité, après **autorisation** expresse du **trésorier-payeur-général**, pour les **régies du secteur public local** chargées de la gestion de **services publics à caractère industriel et commercial**, de placer la **trésorerie momentanément excédentaire** générée par leur cycle d'activité (compte ouvert à la Poste ou dans un établissement de crédit agréé),

- **actualisation de la liste des fonds susceptibles d'être placés** : il s'agit des fonds provenant :
 - de **libéralités**,
 - de l'**aliénation** d'un élément du **patrimoine**,
 - d'**emprunts** dont l'**emploi** est **différé** pour des **raisons indépendantes de la volonté de la collectivité**,
 - de **recettes exceptionnelles**.

☞ *Par contre, la possibilité de placement d'un « excédent définitif non susceptible d'être utilisé autrement » (notion ancienne et difficile à appréhender) n'existe plus.*

- La liste de ces **recettes exceptionnelles**, qui sera fixée par **décret** en **Conseil d'Etat**, pourrait être la suivante :
 - **indemnités d'assurance**,
 - sommes perçues à l'occasion d'un **litige** ou d'un **contentieux**,
 - recettes provenant de la **vente de biens** du domaine des collectivités, suite à des **situations de force majeure**,
 - **dépenses et pénalités reçues**.

- Des dispositions spécifiques pour les **collectivités d'outre-mer** de spécialité législative sont également prévues.

☞ *L'instruction n°04-004-K1 du 12 janvier 2004 (www.finances.gouv.fr/Tresor_public/bocp/bocp0401/ins04004.pdf) présente les caractéristiques du compte à terme (C.A.T.) proposé aux collectivités, indique les conditions de son ouverture et décrit les procédures et les instruments de gestion et d'analyse statistique qui doivent être mis en œuvre.*

Le nouveau dispositif pourra s'appliquer intégralement après la parution du décret fixant la liste des recettes exceptionnelles pouvant faire l'objet d'un placement. Une circulaire interministérielle d'application devrait également paraître prochainement. Une autre instruction précisera les caractéristiques des titres d'État ou garantis par l'État et les O.P.C.V.M. éligibles.

**L'information préalable de l'État, par les collectivités locales,
des mouvements de fonds importants affectant le compte du Trésor**

[Article 117 LF 2004]

- Les **collectivités territoriales** et leurs **établissements publics** doivent **informer l'État avant toute opération** affectant le **compte du Trésor**, dans des conditions de **seuils** et de **mise en œuvre** qui seront fixées par **décret** en Conseil d'Etat.

☞ *Les opérations de l'État et de ses correspondants sont consolidées en temps réel sur un compte central et unique, tenu dans les livres de la Banque de France, qualifié de « compte du Trésor ». Ce compte est géré par l'Agence France Trésor (AFT), service à compétence nationale au sein de la direction du Trésor au ministère de l'économie, des finances et de l'industrie.*

En vertu de l'article 101 du traité instituant la Communauté européenne, la Banque de France ne peut accorder d'avance à des organismes publics. Il est donc indispensable que le compte du Trésor présente chaque jour un solde créditeur.

L'ensemble des opérations importantes affectant le compte du Trésor doit donc être connu un jour à l'avance pour éviter que le compte ne soit débiteur en fin de journée.

En l'absence d'annonce des opérations importantes, l'AFT serait, en effet, obligée de maintenir sur le compte du Trésor, chaque jour, par précaution, des montants lui permettant d'exécuter ce type d'opération.

Une telle immobilisation de fonds avait un double coût pour le budget de l'État. Elle contraignait l'AFT à augmenter son niveau d'emprunts annuel pour couvrir un besoin de financement récurrent. Elle privait par ailleurs l'État d'une partie des recettes tirées chaque année du placement à court terme de la trésorerie disponible sur le compte du Trésor.

A titre d'indication, les flux non annoncés par les collectivités locales en 2002 auraient représenté en moyenne entre 150 et 200 millions € chaque jour, l'écart maximal sur une journée atteignant 600 millions €.

La nouvelle disposition devrait permettre d'assurer une gestion plus fine du compte du Trésor, ce qui évitera par ailleurs de se trouver en contradiction avec les dispositions du traité instituant la Communauté européenne.

En pratique, cette information préalable était déjà appliquée, dans le cadre du dispositif d'annonce des opérations de trésorerie de montant unitaire égal ou supérieur à 1 million €, mis en place par « une note de procédure » en date du 27 mars 2002 (avec prise d'effet au 1^{er} mai 2002), par la Direction générale de la comptabilité publique. Ce dispositif est géré par les comptables du Trésor en accord avec les collectivités territoriales et leurs établissements publics locaux.

Dans ce cadre, l'Agence France Trésor peut ne pas exécuter une opération qui n'aurait pas été annoncée. L'exécution de l'opération serait reportée d'une journée ouvrée, dans des conditions précisées par décret en Conseil d'État.

L'AMF a demandé que l'annonce des mouvements de fonds importants puisse être effectuée de la façon la plus simple et la plus rapide, et s'applique avec souplesse, afin de ne pas pénaliser les collectivités locales dans leur gestion de trésorerie.

Le financement des travaux d'alimentation en potable et d'assainissement

[Article 38 LF 2004]

(Articles L.2335-9 à 14, L.3232-2 et L.3553-6 du CGCT)

▪ La **redevance sur les consommations d'eau**, versée jusqu'à présent au Fonds national pour les adductions d'eau (F.N.D.A.E.), est **remplacée** par une **taxe sur les consommations d'eau distribuée** :

- applicable dans toutes les **communes** bénéficiant d'une **distribution publique d'eau potable**,
- affectée au **budget général** de l'**Etat** à partir de **2004**.

Les **tarifs** restent **inchangés** :

- 0,02134 €/m3 pour l'eau utilisée pour des besoins domestiques,
- 0,02134 €/m3 pour les 6000 premiers m3 (/an) d'eau utilisée pour des besoins industriels ou agricoles,
- 0,01296 €/m3 pour la tranche 6001-24000 m3,
- 0,00473 €/m3 pour la tranche 24001-48000 m3,
- 0,00259 €/m3 au dessus de 48000 m3.

▪ L'**Etat** (ministère de l'agriculture), et non plus le F.N.D.A.E., verse aux **départements**, qui les **répartissent** entre les **communes** et leurs **groupements**, les **subventions** accordées en vue de l'exécution de **travaux d'alimentation en eau potable** et d'**assainissement** dans les **communes rurales**.

☞ Les **dotations** du F.N.D.A.E. aux **communes rurales** (via les **départements**) sont en **baisse importante** ces dernières années :

- 127 millions d'euros votés pour 2002,
- 77 millions d'euros votés pour 2003 (37 millions affectés),
- 75 millions d'euros votés pour 2004.

- Le **compte d'affectation spéciale** (n° 902-00) dénommé « **fonds national de l'eau** » est **clôturé** et toutes les **opérations** retracées sur ce compte sont **transférées** sur le **budget général** de l'État.

☞ Cette clôture respecte les dispositions de la loi organique relative aux lois de finances : le compte disposait en effet d'une ressource sans relation avec les dépenses concernées (prélèvement sur les enjeux du P.M.U.).

- Un **prélèvement de solidarité pour l'eau**, de **83 millions d'euros**, au lieu de 81,6 en 2003, est effectué sur les **Agences de l'eau**.

Ce **prélèvement** est affecté au **budget général de l'État** et permettra le **financement**, par le ministère de l'environnement, des **opérations** auparavant portées par le **Fonds national de solidarité pour l'eau (F.N.S.E.)** : **subventions** aux collectivités locales pour l'exécution de **travaux d'alimentation en eau potable** et d'**assainissement** dans les **communes rurales**.

EPCI → La prise en compte, dans l'attribution de compensation versée par les EPCI levant la TPU, de la compensation de la réduction progressive de la « fraction recettes » des titulaires de bénéfices non commerciaux

[Article 62 LFR 2003]
(Article 1609 nonies C-V-2° du CGI)

- La **compensation** relative à la **réduction progressive de la fraction des recettes** prises en compte dans les **bases de TP** des **titulaires de bénéfices non commerciaux employant moins de 5 salariés**, instituée par la loi de finances pour 2003, est **intégrée** dans l'**attribution de compensation**.

Dorénavant, celle-ci est ainsi calculée :

Attribution de compensation	=	Produit de TP perçu par la commune (année n-1) + compensations de TP (année n-1) : · part salaires, · part fraction recettes des entreprises non commerciales de moins de 5 salariés, · ZFU et ZRU.	-	Produit des impôts-ménages (année n-1) perçu par l'EPCI (lorsque celui-ci prélevait antérieurement une fiscalité additionnelle) dans la commune (y compris les éventuelles compensations TH et TFB) + charges transférées
-----------------------------	---	--	---	---

⇒ Cette disposition est une mesure de coordination avec une disposition votée dans la loi de finances pour 2003.

EPCI → Les dispositions « dérogatoires » concernant l'attribution de compensation versée par les EPCI levant la TPU (montant, conditions et date d'effet de la révision)

[Article 63 LFR 2003]
(Article 1609 nonies C V 2°bis CGI)

▪ L'article 63 de la loi de finances rectificative pour 2003 prévoit que « le montant de l'attribution de compensation, les conditions et la date d'effet de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes des 9/10èmes au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des 4/5èmes de la population, ou des 4/5ème au moins des conseils municipaux de ces communes représentant plus des 9/10èmes de la population, en tenant compte notamment du rapport de la commission d'évaluation des transferts de charges ».

▪ **Les communautés bénéficiaires de cette dérogation**

Selon la circulaire du 4 février 2004 de la DGCL⁽¹⁾, ces nouvelles dispositions **peuvent** être utilisées, à compter de la publication de la loi, par **les communautés levant la TPU « nouvellement créées »**.

« Ces dispositions ne s'appliquent pas aux communautés qui, percevant une fiscalité additionnelle, ont opté pour la TPU ».

▪ **La libre fixation de l'attribution de compensation**

Ces communautés ont dorénavant la possibilité, dans les conditions de majorité énoncées ci-dessus, de **fixer librement** le montant de **l'attribution de compensation en tenant compte** notamment du **rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges**.

Toutefois, si la majorité définie ci-dessus n'est pas acquise, les communautés créées à compter du 1^{er} janvier 2004 devront calculer leur attribution de compensation dans les conditions de droit commun (*article 1609 nonies C V 2° du code général des impôts*) :

$$\begin{array}{c}
 \boxed{\text{Attribution de compensation}} \\
 = \\
 \boxed{\begin{array}{c}
 \text{Produit de TP perçu par la commune} \\
 \text{(année n-1)} \\
 + \\
 \text{compensations de TP :} \\
 \cdot \text{ part salaires,} \\
 \cdot \text{ recettes des entreprises de moins de 5 salariés,} \\
 \cdot \text{ exonérations ZFU et ZRU.}
 \end{array}} \\
 - \\
 \boxed{\text{charges transférées}}
 \end{array}$$

☞ Cette attribution est également diminuée du montant de l'éventuel produit de T.P. reversé antérieurement à l'E.P.C.I. par une commune membre au titre d'un accord prévu à l'article 11 de la loi du 10 janvier 1980 (versement volontaire de T.P.).

(1) Circulaire de la Direction générale des collectivités locales n°NOR/LBL/B/04/10007/C du 4 février 2004

La loi S.R.U. dispose que l'attribution de compensation est majorée d'une fraction de la contribution payée obligatoirement par une commune au titre de l'insuffisance de logements sociaux. Cette majoration est égale au produit suivant :

$$\frac{\text{potentiel fiscal "T.P." de la commune}}{\text{potentiel fiscal "4 taxes" de la commune}} \times \text{contribution payée par la commune}$$

Dans tous les cas (que la communauté fasse application ou non de ces dispositions dérogatoires), le **rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges** doit être approuvé à la **majorité qualifiée** des **conseils municipaux** définie à l'article L. 5211-5 II du CGCT : cet accord doit être exprimé par les 2/3 des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population ou l'inverse ; cette majorité doit nécessairement comprendre :

- pour les communautés de communes : les conseils municipaux des communes dont la population est supérieure au 1/4, de la population totale concernée,
- pour les communautés d'agglomération et urbaine : le conseil municipal de la commune dont la population est supérieure à la moitié de la population totale concernée ou, à défaut, de la commune dont la population est la plus importante.

▪ Les conditions de révision de l'attribution de compensation

Les conseils municipaux ont également la possibilité de fixer préalablement les **conditions** et la **date d'effet** de la **révision de l'attribution de compensation** (une augmentation ou une diminution du montant). Celles-ci doivent être adoptées dans les **mêmes conditions de majorité** : par délibérations concordantes des 9/10èmes au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus des 4/5èmes de la population, ou l'inverse.

Toutefois, les conditions de révision de l'attribution de compensation doivent être soumises à la **définition de critères** ; il ne s'agit pas de revenir sur le principe de sa non indexation. Aussi n'est-il pas possible d'asseoir l'évolution de l'attribution de compensation sur un indice. En revanche, l'augmentation des bases de taxe professionnelle constatée sur le territoire d'une commune pourrait, par exemple, être considérée comme un critère permettant une révision de l'attribution de compensation.

▪ Les dispositions concernant l'attribution de compensation dans le projet de loi relatif aux responsabilités locales (en cours de discussion au Parlement)

☞ *Les conditions de majorité requises pour l'application de ces nouvelles dispositions vont à l'encontre de l'article 123 du projet de loi relatif aux responsabilités locales. L'AMF estime qu'il est indispensable que l'ensemble des conseils municipaux se prononcent sur la détermination de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision, dans la mesure où il s'agit d'une dérogation aux règles de droit commun d'évaluation des charges transférées.*

a) Dispositions votées par le Sénat en première lecture le 15 novembre 2003

L'article 123 du projet de loi, voté par le Sénat en première lecture le 15 novembre 2003, reprend un amendement proposé par l'AMF. Il prévoit que :

- le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision peuvent être fixés librement par délibérations concordantes de l'ensemble des communes membres en tenant compte du rapport de la commission locale d'évaluation des transferts de charges. A défaut, ce sont les règles de droit commun qui s'appliquent.

- pour les communautés percevant la TPU à la date de publication de la loi, les communes peuvent, à la majorité qualifiée, procéder à une nouvelle évaluation des charges déjà transférées. Elles peuvent aussi, à l'unanimité, et dans un délai de 3 ans, fixer librement le montant de l'attribution de compensation et les conditions de sa révision.

b) Dispositions votées par l'Assemblée nationale en première lecture le 5 mars 2004

L'Assemblée nationale, dans un souci de simplification, est revenue sur la majorité requise relative à la fixation et aux conditions de révision de l'attribution de compensation : celles-ci peuvent être déterminées à l'unanimité du conseil communautaire. L'amendement adopté par les députés supprime ainsi les dispositions introduites par la loi de finances rectificative pour 2003.

Cette condition d'unanimité du conseil communautaire s'applique également aux communautés ayant déjà institué la TPU, dans le régime transitoire de 3 ans,

Par ailleurs, l'Assemblée nationale a précisé les conditions de majorité qualifiée requise pour les communautés désirant procéder à une nouvelle évaluation des charges déjà transférées (dans un délai transitoire de 2 ans), en supprimant la condition relative au poids prépondérant des communes les plus importantes.

EPCI → Le potentiel fiscal des communes membres d'un EPCI issu de la transformation d'un SAN

[Article 48 LFR 2003]
(Article L. 2334-4 du CGCT)

SITUATION ACTUELLE

▪ Le **calcul du potentiel fiscal des communes membres d'un syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** présente des **spécificités** qui le différencient du calcul pour les **communes membres d'un EPCI de droit commun à TPU**.

Pour ces dernières, le **potentiel fiscal** est calculé en prenant comme **bases de taxe professionnelle des bases fictives**.

En effet, il continue à tenir compte des **bases de TP**, même si ces communes n'en perçoivent plus le produit. Il se calcule de la manière suivante :

- la **première année** de mise en œuvre de la TPU, les **bases de TP** de l'EPCI sont **réparties** entre toutes les **communes membres** en proportion des **bases de TP situées sur chacune d'entre elles l'année précédente**.
 - pour les **années suivantes**, on répartit les **hausse**s ou les **baisses de bases de TP entre toutes les communes de l'EPCI, au prorata de leur population** (ce système de répartition s'applique depuis 2000 ; auparavant, les variations de bases étaient imputées aux seules communes sur le territoire desquelles étaient constatées ces variations).
 - est ensuite **ajoutée** la **compensation** de la **suppression de la part salaires**, ventilée entre les communes en fonction de la répartition géographique de la part salaires des bases de TP en 1999.
- Pour les **communes membres de SAN**, le **potentiel fiscal** intègre une **quote-part** déterminée en **divisant** la somme des **dotations de coopération** et des **compléments de ressources** par le **taux de la taxe professionnelle voté par le SAN** l'année précédente :
- pour le **produit de la taxe professionnelle non reversé au SAN**, une **quote-part**, proportionnelle à la population de la commune, dans les bases d'imposition correspondant à ce produit,
 - le **potentiel fiscal** ne tient **pas compte** de la **compensation** de la **suppression de la part salaires**.

- Les **règles de calcul du potentiel fiscal spécifiques** aux communes membres d'un SAN rendent **difficile** la **transformation** de ces **syndicats** en **EPCI de droit commun** : cette transformation implique la **prise en compte** d'une **fraction** de la **compensation de la part salaires**, conformément au droit commun, et **entraîne donc des hausses importantes de potentiel fiscal** des communes membres, et une **diminution** des attributions des **dotations de l'Etat**.
- **Un premier ajustement** a été réalisé en loi de finances rectificative pour 2000 : en cas de **transformation** d'un SAN, on **ajoute** aux **bases TP des communes membres**, calculées selon les modalités en vigueur dans les SAN, une quote-part, déterminée **au prorata de leur population**, de l'**augmentation** ou de la **diminution** totale des **bases de TP** de l'**ensemble des communes membres** de l'ancien SAN par rapport à l'année **précédente**.

NOUVELLE DISPOSITION

- Cet article vient **compléter** les **modalités de calcul du potentiel fiscal** des **communes membres** en cas de transformation, et vise à **neutraliser l'effet** de la **transformation** sur le **calcul du potentiel fiscal des communes membres**.

Celui-ci est calculé selon les modalités prévues en cas de transformation, mais en **excluant la prise en compte** de la **compensation de la part salaires**.

Cette mesure ne vaut que pour **2004** ; elle est prévue pour permettre la **transformation** des **SAN de Cergy** et de **Saint-Quentin** en **communautés d'agglomération**.

Le transfert à la DGI du recouvrement de l'impôt sur les sociétés et de la taxe sur les salaires

[Article 37 LFR 2003]

- La loi de finances rectificative pour 2002 a prévu de transférer à la **DGI** le **recouvrement de l'impôt sur les sociétés** et la **taxe sur les salaires**, jusqu'à présent effectués par la DGCP.

Cet article a pour objet de **modifier** les **dispositions du CGI** qui font encore référence à la compétence de la DGCP.

La contribution volontaire pour l'élimination des imprimés distribués ou adressés gratuitement aux particuliers (ou, à défaut, la taxe annuelle de 0,15€/kg)

[Article 20 LFR 2003]

(Article L.541-10-1 Code de l'Environnement
et articles 266 sexies I – 9, septies- 9, octies – 8,
nonies, undecies et quaterdecies du Code des douanes)

- A compter du **1^{er} janvier 2005**, est instaurée une **contribution volontaire**, permettant de **financer** la **collecte**, la **valorisation** et l'**élimination des déchets** résultant de la **mise à disposition** et de la **distribution gratuites d'imprimés aux particuliers** (ex : **imprimés publicitaires** – nominatifs ou non – et **journaux gratuits**).

Ainsi, est **tenu de contribuer toute personne** (physique ou morale) qui , **gratuitement, met** pour son propre compte à **disposition des particuliers** (sans que ceux-ci en aient fait préalablement la demande), leur **fait mettre à disposition**, leur **distribue** pour son propre compte, ou leur **fait distribuer** des **imprimés** :

- dans les **boîtes aux lettres**,
- dans les **parties communes** des **habitations collectives**,
- dans les **locaux commerciaux**,
- dans les **lieux publics** ou sur la **voie publique**.

Est **exclue** de cette **contribution** la mise à disposition du public d'**informations** par un **service public**, lorsqu'elle résulte exclusivement d'une **obligation** découlant d'une **loi** ou d'un règlement.

- La **contribution** peut être :
 - **sous forme financière** : dans ce cas, elle est remise à un **organisme agréé**, qui la verse aux **collectivités territoriales**, au titre de participation aux coûts de collecte, de valorisation et d'élimination qu'elles supportent.
 - **sous forme de prestations en nature** : celles-ci consistent en la **mise à disposition d'espaces de communication** au profit des **EPCI** assurant l'**élimination** des **déchets ménagers**, en vue de la **promotion** de celle-ci.

Ces **contributions volontaires** (financière ou en nature) seront **déterminées** suivant un **barème** fixé par **décret**.

- La **personne** ou l'**organisme** qui **ne s'acquitte pas volontairement** est **soumis** à une **taxe annuelle** (désormais prévue à l'article 266 sexies I – 9 du Code des douanes), intégrée à la **taxe générale sur les activités polluantes (TGAP)**.

Cette **taxe**, à considérer comme une **sanction** pour ceux qui n'auront pas souhaité contribuer volontairement, est assise sur la **masse annuelle**, exprimée en **kilos**, pour sa **part excédant 2500 kilos** (imprimés gratuits mis à disposition ou distribués).

☞ Les petites publications (moins de 2500 kilos d'imprimés par année civile) sont donc exclues du système : elles pourront se dispenser d'acquitter la contribution volontaire, sans encourir l'imposition à la TGAP.

Le **taux** de la taxe est fixé à **0,15 euro** par **kilogramme d'imprimés**.

Les **redevables liquident** et **acquittent** la **taxe** au titre d'une **année civile**, sur une **déclaration annuelle**, qui doit être **transmise** à l'**administration des douanes** au plus tard le **10 avril** (de l'année qui suit celle du fait générateur).

Cette déclaration doit être accompagnée du **règlement** (versé en une seule fois, sans acompte).

La **TGAP sur les imprimés distribués** est **due pour la première fois** au plus tard le **10 avril 2006**, au titre de l'année **2005**, en cas d'absence de contribution volontaire.

☞ L'amendement à l'origine de ce texte, dit amendement « Couna » (courriers non adressés sous forme d'imprimés publicitaires et journaux gratuits) a été initié par l'Association des Maires de France. Un dispositif similaire, mis en place par la loi de finances pour 2003, avait été censuré par le Conseil constitutionnel, car trop d'imprimés susceptibles d'accroître le volume des déchets en avaient été exclus (ex : imprimés payants et journaux gratuits de petites annonces). En effet, il avait été considéré qu'une différence de traitement avait été instituée, sans rapport direct avec l'objectif, et que le principe d'égalité devant l'impôt avait été méconnu.

Cette année encore, le présent article a été revu par le Conseil constitutionnel. Il a considéré que le texte adopté, qui limitait le dispositif aux imprimés non nominatifs, instaurait une différence de traitement injustifiée au regard de l'objectif poursuivi.

Il a donc déclaré les mots « non nominatifs » contraires à la Constitution et élargi le champ d'application du dispositif à l'ensemble des imprimés, nominatifs ou non.

En revanche, l'exonération de la presse payante a été déclarée conforme à la Constitution.

***EPCI → Les conséquences de l'intégration de la part salaires dans la DGF
sur les contributions fiscalisées des syndicats, sur la dotation de coopération
versée par les SAN et sur certaines allocations compensatrices***

[Article 41 LFR 2003]
(Articles 1609 nonies BA et 1636 B octies du CGI
Article L.5334-7 du CGCT)

- Cet article modifie le **CGI** et le **CGCT** pour tenir compte de l'**intégration** de la **compensation de la part salaires** dans la **DGF**. Il s'agit d'un **article de coordination**, qui n'a **pas d'impact réel** sur les dispositions concernées :
 - **modalités de calcul** de la **dotation de coopération** versée par un **SAN** à ses **communes membres** (modifie l'article L 5334-7 du CGCT),
 - **répartition** des **allocations compensatrices en matière de TP** entre un **syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)** et une **commune limitrophe** qui gèrent une zone d'activité située sur leur territoire et qui ont décidé de répartir le produit de TP issu de cette zone par convention (modifie l'article 1609 nonies BA II-2 du CGI) ,
 - **modalités de calcul** des **contributions versées** par une commune à un **syndicat de communes**, pour les communes versant des **contributions dites fiscalisées** (modifie l'article 1636 B octies IV bis du CGI).
-
- Concernant cette **dotation de coopération**, la modification est l'occasion de **préciser ses modalités de calcul** et de réparer un oubli.

Cette **dotation** est **financée** par un prélèvement sur le **produit fiscal de TP perçu par le SAN**, majoré de **plusieurs compensations fiscales** liées à la **TP**. L'article ajoute à la liste des compensations déjà prises en compte celle instaurée suite à la réforme de la **TP des professions libérales** introduite en loi de finances pour 2003 (diminution progressive de la fraction du chiffre d'affaires prise en compte pour l'établissement de la TP), qui n'était jusqu'à présent pas retenue dans le calcul de la dotation de coopération.

***La fixation des tarifs des redevances d'occupation du domaine public,
pour les canalisations d'intérêt général destinées au transport d'hydrocarbures,
par délibération de la collectivité prise en accord avec l'exploitant de l'ouvrage***

[Article 113 de LF 2004]
(Article L. 2333-84 du CGCT)

- Sont **arrêtés** par **délibération** de la **collectivité territoriale** concernée, en **accord** avec l'**exploitant** de l'ouvrage, les **tarifs** des **redevances** dues, en raison de l'**occupation** de leur **domaine public** :
- par des **canalisations d'intérêt général** destinées au **transport d'hydrocarbures** (liquides ou liquéfiés sous pression),
- par les **canalisations** réalisées en application de la loi n° 49.1060 du 2 août 1949 (construction d'un **pipe-line entre la Basse-Seine et la région parisienne** et création d'une société des transports pétroliers).

Les **règles** et **procédures** applicables en cas de **désaccord** seront **fixées** par **décret en Conseil d'État**.